

R-8

CAI
YX71
-E51



CANADA

OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

of the

de la

Energy Administration Act

Loi sur l'administration de l'énergie

1974-75-76, c. 47

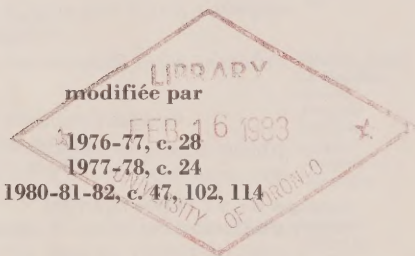
1974-75-76, c. 47

amended by

1976-77, c. 28
1977-78, c. 24
1980-81-82, cc. 47, 102, 114

modifiée par

1976-77, c. 28
1977-78, c. 24
1980-81-82, c. 47, 102, 114



November 1982

Novembre 1982

WARNING NOTE

Users of this office consolidation are reminded that it is prepared for convenience of reference only and that, as such, it has no official sanction.

AVERTISSEMENT

La présente codification administrative n'est préparée que pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle.

© Minister of Supply and Services Canada 1983

Available in Canada through

Authorized Bookstore Agents
and other bookstores

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Catalogue No. YX 79-1974-76/47-1982 Canada: \$2.00
ISBN 0-660-52044-3 Other countries: \$2.40

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1983

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada, K1A 0S9

N° de catalogue YX 79-1974-76/47-1982 Canada: \$2.00
ISBN 0-660-52044-3 à l'étranger: \$2.40

Prix sujet à changement sans avis préalable.



CHAPTER 47

[S.C., 1974-75-76, c. 47]

An Act to provide for charges, compensation and pricing in respect of certain energy sources and for the administration and control of other matters respecting energy sources in Canada

[Assented to 19th June, 1975]

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Energy Administration Act*. 1974-75-76, c. 47, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 2.

INTERPRETATION

Definitions

“Board”
«Office»

“gas”
«gaz»

“hydrocarbon”
«hydrocarbure»
“Minister”
«Ministre...»

“natural reservoir in Canada”
«réservoir...»

“oil”
«pétrole»

“oil product”
«produit pétrolier»

2. In this Act,
“Board”, except in Part IV, Division II, means the National Energy Board;
“gas” means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons that, at a temperature of 15°C and a pressure of 101.325 kPa, is in a gaseous state;
“hydrocarbon” does not include coal;
“Minister” means the Minister of Energy, Mines and Resources;
“natural reservoir in Canada” includes a natural reservoir situated in the offshore area as defined in section 19;
“oil” means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas and includes an oil product;
“oil product” means any product designated as an oil product by regulations made under section 18. 1974-75-76, s. 2; 1980-81-82, c. 114, s. 3.

CHAPITRE 47

[S.C. de 1974-75-76, c. 47]

Loi prévoyant des redevances, des indemnités et la fixation des prix à l'égard de certaines sources d'énergie et prévoyant l'administration et le contrôle d'autres aspects des sources d'énergie au Canada

[Sanctionnée le 19 juin 1975]

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur l'administration de l'énergie*. 1974-75-76, c. 47, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 2.

INTERPRÉTATION

Définitions

2. Dans la présente loi,
«gaz» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures à l'état gazeux à la température de 15°C et à la pression de 101,325 kPa;
«hydrocarbure» ne comprend pas le charbon;
«Ministre» désigne le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources;
«Office» désigne l'Office national de l'énergie, sauf à la Partie IV, Section II;
«pétrole» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le gaz, y compris tout produit pétrolier;
«produit, extrait ou récupéré» inclut manufacturé;
«produit pétrolier» désigne tout produit qualifié de produit pétrolier par les règlements pris en vertu de l'article 18;
«réservoir naturel au Canada» inclut un réservoir naturel situé dans un endroit au large des côtes, au sens donné à cette expression à

«gaz»
“gas”
«hydrocarbure»
“hydrocarbon”
«Ministre»
“Minister”
«Office»
“Board”
«pétrole»
“oil”
«produit, extrait ou récupéré»
version française seulement
«produit pétrolier»
“oil product”
«réservoir naturel au Canada»
“natural...”

l'article 19, 1974-75-76, c. 47, art. 2; 1980-81-82, c. 114, art. 3.

STATUS OF ACT

PORTÉE DE LA LOI

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada and in right of any province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada et du chef des provinces.

La loi lie Sa Majesté

PART I

PARTIE I

OIL EXPORT CHARGES

REDEVANCES D'EXPORTATION SUR LE PÉTROLE

Definitions

4. (1) In this Part,

"export"

"export" means

- (a) subject to paragraph (b), where oil is transported by pipeline, to deliver it at its point of delivery outside Canada,
- (b) where oil is transported by pipeline from the offshore area as defined in section 19, to deliver it at its point of delivery outside that area and Canada, and
- (c) where oil is transported by any other means, to send it
 - (i) from Canada other than to export it within the meaning of subsection 18.1(1), or
 - (ii) to a place outside Canada from the offshore area as defined in section 19;

"exporter"

"exporter" means a person holding a licence;

"licence"

"licence" means a licence or other authorization issued under Part VI of the *National Energy Board Act* permitting the export of oil under that Act.

Calculation for pipeline traffic

(2) For the purpose of calculating the number of cubic metres of oil exported at any place by pipeline during a period in which a specified charge applies to such exportation, the period shall be deemed to commence at seven o'clock local time in the forenoon of the day on which that charge is imposed and to end at seven o'clock local time in the forenoon of the day on which the charge is varied. 1974-75-76, c. 47, s. 4; 1980-81-82, c. 114, s. 4.

5. and 6. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 4]

Définitions

4. (1) Dans la présente Partie,

«exportateur» désigne le titulaire d'une licence;

«exporter» signifie,

- a) sous réserve de l'alinéa b), lorsque le pétrole est acheminé par pipe-line, l'amener à son point de livraison à l'extérieur du Canada,
- b) lorsque le pétrole est acheminé par pipe-line à partir d'un endroit au large des côtes, au sens donné à cette expression à l'article 19, l'amener à son point de livraison à l'extérieur de cet endroit et du Canada, et
- c) lorsque le pétrole est acheminé par d'autres moyens, l'expédier
 - (i) à l'extérieur du Canada sans l'exporter au sens donné à ce verbe au paragraphe 18.1(1), ou
 - (ii) à l'extérieur du Canada à partir d'un endroit au large des côtes, au sens donné à cette expression à l'article 19;

«licence» désigne la licence ou autre autorisation délivrées en vertu de la Partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et autorisant l'exportation du pétrole en vertu de ladite loi.

«exportateur»
«exporter»

«licence»

Calcul du débit d'un pipe-line

(2) Pour le calcul du nombre de mètres cubes de pétrole exporté par pipe-line à un endroit quelconque pendant une période durant laquelle s'applique une redevance donnée, cette période est réputée commencer à sept heures du matin, heure locale, le jour où cette redevance est imposée, et se terminer à sept heures du matin, heure locale, le jour où elle est modifiée. 1974-75-76, c. 47, art. 4; 1980-81-82, c. 114, art. 4.

5. et 6. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 4]

Charge on oil

7. (1) There shall be imposed, levied and collected on each cubic metre of oil exported in any month or part of a month after the month of April, 1979 a charge in such amount not exceeding three hundred and fifty dollars per cubic metre as may be prescribed in a tariff of charges for that month or part of a month made by order of the Governor in Council on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance.

7. (1) Est imposée, levée et perçue sur chaque mètre cube de pétrole exporté au cours d'un mois ou partie de mois postérieurs au mois d'avril 1979, la redevance prévue au tarif établi pour ce mois ou cette partie de mois, sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, par décret du gouverneur en conseil; cette redevance ne doit pas dépasser trois cent cinquante dollars le mètre cube.

Redevance sur le pétrole

Tariff of charges

(2) A tariff of charges on oil may set out the charge applicable in respect of any or all of the various kinds or qualities of oil, oil from any source, any or all destinations for oil and such other factors or circumstances as are specified in the tariff.

(2) Le tarif des redevances pétrolières peut indiquer la redevance applicable à toute variété ou qualité de pétrole, quelle qu'en soit la provenance, en fonction de sa destination, ainsi que les autres facteurs ou circonstances spécifiés dans le tarif.

Tarif des redevances

Tariff continues

(3) Where a tariff of charges on oil is prescribed in respect of any month or part of a month under subsection (1), that tariff of charges shall continue in respect of each subsequent month until changed pursuant to subsection (1) by order of the Governor in Council in respect of a subsequent month or part of a month. 1974-75-76, c. 47, s. 7; 1980-81-82, c. 114, s. 5.

(3) Le tarif des redevances pétrolières établi en vertu du paragraphe (1) pour un mois ou une partie de mois reste en vigueur jusqu'à sa modification à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois subséquents par décret du gouverneur en conseil conformément au paragraphe (1). 1974-75-76, c. 47, art. 7; 1980-81-82, c. 114, art. 5.

Reconduction du tarif

8. and 9. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 6]

8. et 9. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 6]

By whom charge payable

10. (1) A charge imposed under this Part on the exportation of oil is payable to the Minister by the exporter under whose licence the oil is purported to be exported.

10. (1) Toute redevance qu'impose la présente Partie sur les exportations de pétrole est payable au Ministre par l'exportateur titulaire de la licence en vertu de laquelle le pétrole est exporté.

Qui paie la redevance

Liability

(2) A person who exports oil on which a charge is imposed under this Part in circumstances in which there is no exporter who is liable under this Part to pay that charge is liable to pay that charge.

(2) Quiconque exporte du pétrole imposable en vertu de la présente Partie dans des circonstances telles qu'aucun exportateur n'est assujéti à la redevance prévue par cette Partie, est tenu de l'acquitter.

Obligation

Board to administer and advise

11. The Board on behalf of the Minister shall administer and enforce this Part and collect the charges imposed thereunder and on the request of the Minister shall provide him with advice and information in respect of exemptions or reductions under subsection 12(1). 1974-75-76, c. 47, s. 11; 1980-81-82, c. 114, s. 7.

11. L'Office applique au nom du Ministre la présente Partie, veille à l'exécution de celle-ci et perçoit les redevances qu'elle impose. A la demande du Ministre, il conseille celui-ci et lui fournit tous renseignements concernant les exemptions ou réductions visées au paragraphe 12(1). 1974-75-76, c. 47, art. 11; 1980-81-82, c. 114, art. 7.

Application par l'Office

Exemption or reduction

12. (1) Where it is shown to the Governor in Council by the Minister that it is in the public interest to do so, the Governor in Council may, by order, conditionally or unconditionally, retroactively or prospectively, and either generally or in respect of a single transaction,

12. (1) Lorsque le Ministre établit à la satisfaction du gouverneur en conseil que l'intérêt public l'exige, ce dernier peut, par décret, avec ou sans conditions, rétroactivement ou pour l'avenir, d'une manière générale ou limitée à une opération donnée,

Exemption ou réduction

(a) exempt any exportation of oil from the charge imposed thereon in respect of any month or part of a month under this Part; or
 (b) reduce any charge imposed in respect of any month or part of a month on the exportation of oil under this Part.

a) exempter toute exportation de pétrole de la redevance prévue pour un mois ou une partie de mois en application de la présente Partie; ou

b) réduire le montant de toute redevance sur les exportations de pétrole prévue pour un mois ou une partie de mois en application de la présente Partie.

Exemption and reduction to be reported in Public Accounts

(2) A statement of each exemption or reduction of one thousand dollars or more ordered pursuant to this section shall be reported to the House of Commons in the Public Accounts, 1974-75-76, c. 47, s. 12; 1980-81-82, c. 114, s. 8.

(2) Un état de chaque exemption ou réduction de mille dollars ou plus, ordonnée sous le régime du présent article doit être signalé à la Chambre des communes dans les comptes publics. 1974-75-76, c. 47, art. 12; 1980-81-82, c. 114, art. 8.

Les exemptions et réductions doivent être signalées dans les comptes publics

Monthly return of export sales

13. (1) Every person who is required by this Part to pay a charge shall make each month a true return of his exports of oil for the last preceding month in such form and containing such information as the regulations require.

13. (1) Quiconque est obligé par la présente Partie de verser une redevance doit établir chaque mois un relevé exact de ses exportations de pétrole du mois précédent. Le contenu et la forme de ce relevé sont prescrits par règlement.

Relevé mensuel des ventes à l'exportation

Date of filing and payment

(2) The return required by this section shall be filed with the Board and the charge payable shall be paid to it not later than the last day of the first month succeeding that in which the exports were made.

(2) Le relevé qu'exige le présent article est déposé devant l'Office et la redevance exigible lui est versée au cours du mois qui suit celui de l'exportation.

Date du dépôt et du paiement

Penalty on default

(3) On default in payment of the charge or any portion thereof payable under this Part within the time prescribed by subsection (2), there shall be paid in addition to the amount of the default a penalty equal to the greater of

(3) Le défaut de paiement dans le délai prévu au paragraphe (2) de tout ou partie de la redevance exigible en vertu de la présente Partie, donne lieu au paiement, en sus du montant impayé, d'une amende égale au plus élevé des deux montants suivants:

Amende en cas de non-paiement

(a) one per cent of the amount of default, and

a) un pour cent de ce montant impayé, ou

(b) the percentage, if any, prescribed by regulations made under section 18, of the amount of default,

b) le pourcentage de ce montant impayé que peuvent prescrire les règlements pris en vertu de l'article 18,

in respect of each month or part of a month during which the default continues.

pour chaque mois ou partie de mois que dure le défaut.

Extension of time

(4) The Board may, before or after the day prescribed by subsection (2), specify in writing a later day for the filing of a return or the payment of the charge or any portion thereof; and when the Board has specified a later day

(4) L'Office peut, avant ou après la date prévue au paragraphe (2), fixer par écrit une date ultérieure pour le dépôt du relevé ou le paiement de la totalité ou d'une partie de la redevance, auquel cas,

Prolongation du délai

(a) no penalty shall accrue or shall be deemed to have accrued under subsection (3) prior to such later day in respect of default in payment of the charge or portion thereof for the payment of which the later day was specified; and

a) l'amende prévue au paragraphe (3) en cas de défaut de paiement de la totalité ou d'une partie de la redevance ne peut, ni ne peut être réputée, courir avant cette date, et

(b) failure to pay, on or before the later day, the charge or portion thereof for the payment of which a later day was specified constitutes a default for the purposes of subsection (3).

b) l'omission de payer, au plus tard à cette date, la totalité ou une partie de la redevance constitue un défaut au sens du paragraphe (3). 1974-75-76, c. 47, art. 13; 1980-81-82, c. 114, art. 9.

1974-75-76, c. 47, s. 13; 1980-81-82, c. 114, s. 9.

Debts to Her Majesty

14. (1) All charges payable under this Part and any penalties payable in respect thereof are debts due to Her Majesty and recoverable as such in any court of competent jurisdiction.

14. (1) Toutes les redevances exigibles en vertu de la présente Partie et les amendes auxquelles elles donnent lieu constituent des créances de Sa Majesté, qui peut les recouvrer devant le tribunal compétent.

Créances de Sa Majesté

Recovery of charges and penalties

(2) All charges and penalties payable under this Part may be recovered in the same manner as any amount payable under the *Excise Tax Act* and for such purpose section 52 of the *Excise Tax Act* applies *mutatis mutandis* and any reference to the Minister or Deputy Minister shall be construed as a reference to the Chairman of the Board or Secretary of the Board, as the case may require.

(2) Toutes les redevances et amendes exigibles en vertu de la présente Partie sont recouvrables selon les mêmes modalités qu'une somme exigible en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*; à cette fin, l'article 52 de cette loi s'applique *mutatis mutandis*, toute mention du Ministre ou du sous-ministre s'interprétant, selon le cas, comme une mention du président de l'Office ou du secrétaire de l'Office.

Recouvrement des redevances et des amendes

Deductions and refunds

15. (1) A deduction from, or refund of, the charges imposed by this Part may be granted (a) where an overpayment has been made by the exporter; or (b) where the charge was paid in error.

15. (1) Une réduction ou le remboursement des redevances imposées par la présente Partie peuvent être accordés

Réduction et remboursement

- a) lorsque l'exportateur a versé un excédent; ou
- b) lorsque la redevance a été payée par erreur.

Application for refund

(2) No deduction from, or refund of, the charges imposed by this Part shall be paid unless application therefor is made in writing by the person entitled thereto within two years after the time when such deduction or refund first became payable under this Part or any regulations made thereunder.

(2) Il n'y a lieu au remboursement de redevances imposées par la présente Partie ou à la réduction de ces redevances que si la personne y ayant droit en fait la demande par écrit dans les deux ans de la date à laquelle ce remboursement ou cette réduction est devenu exigible en vertu de la présente Partie ou de l'un de ses règlements d'application.

Demande de remboursement

Refund of moneys paid by mistake

(3) If any person, whether by mistake of law or fact, has paid or overpaid to Her Majesty any moneys that have been taken to account as charges imposed by this Part, such moneys shall not be refunded unless application therefor has been made in writing within two years after the moneys were paid or overpaid.

(3) Si, à la suite d'une appréciation erronée du droit ou des faits, une personne verse à Sa Majesté une somme ou un excédent qui sont portés à son crédit au titre des redevances imposées par la présente Partie, il n'y a lieu au remboursement de cette somme ou de cet excédent que si la demande en est faite par écrit dans les deux ans du versement.

Remboursement des sommes versées par erreur

Records and books

16. (1) Every person required by or pursuant to this Part to pay any charges shall keep records and books of account at his place of business in Canada in such form and containing such information as will enable the amount of the charges or other sums that should have been paid or collected to be determined.

16. (1) Quiconque est obligé par la présente Partie de verser des redevances tient, à son bureau d'affaires au Canada, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le montant des sommes à verser ou à percevoir, notamment au titre des redevances.

Écritures et livres

Keeping of records and books of account

(2) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall retain those records and books of account and every account and voucher necessary to verify

(2) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes les conserve, avec les factures et pièces justificatives nécessaires à la vérification des

Conservation

the information contained therein until the expiration of six years from the end of the calendar year in respect of which those records and books of account are kept.

renseignements qu'ils contiennent, pendant six ans suivant la fin de l'année civile à l'égard de laquelle les documents en cause ont été tenus.

Inspection

(3) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall, at all reasonable times, make the records and books of account and every account and voucher necessary to verify the information therein available to officers of the Board and other persons thereunto authorized by the Board and give them every facility necessary to inspect the records, books, accounts and vouchers. 1974-75-76, c. 47, s. 16; 1980-81-82, c. 102, s. 6.

(3) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes doit mettre, à toute heure raisonnable, ces écritures et livres de comptes, ainsi que les factures et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, à la disposition des fonctionnaires de l'Office et des personnes munies d'une autorisation de l'Office, à qui il fournit toutes facilités pour examiner ces écritures, livres, factures et pièces justificatives. 1974-75-76, c. 47, art. 16; 1980-81-82, c. 102, art. 6.

Inspection

Appeal

17. Where any difference arises or where any doubt exists as to whether any charge is payable or as to the amount of the charge that is payable on the exportation of any oil, the Tariff Board constituted by the *Tariff Board Act* may declare what amount of charge is payable thereon, if any, and for such purpose sections 59 and 60 of the *Excise Tax Act* apply *mutatis mutandis* and any reference to the Deputy Minister shall be construed as a reference to the Secretary of the National Energy Board.

17. Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur l'exportation de pétrole, la Commission du tarif établie par la *Loi sur la Commission du tarif* peut se prononcer sur l'exigibilité et le montant de la redevance; à cette fin, les articles 59 et 60 de la *Loi sur la taxe d'accise* s'appliquent *mutatis mutandis*, toute mention du sous-ministre s'interprétant comme une mention du secrétaire de l'Office national de l'énergie.

Appel

Expenditures

17.1 (1) The Minister may make expenditures out of the Consolidated Revenue Fund for the payment of the following amounts:

- (a) the amounts required to be refunded to a person under subsection 15(1); and
- (b) such amounts in respect of a fiscal year or part thereof as are authorized pursuant to regulations of the Governor in Council to be paid to a province or its agent in respect of exports of oil from the province during that year.

17.1 (1) Le Ministre peut payer sur le Fonds du revenu consolidé

Dépenses

- a) les sommes à rembourser en vertu du paragraphe 15(1); et
- b) les sommes, afférentes à tout ou partie d'une année financière, dont le paiement à une province ou à son mandataire est prévu par un règlement du gouverneur en conseil, pour le pétrole exporté à partir de cette province au cours de cette année.

Idem

(2) In addition to any amount appropriated by Parliament for any of the purposes mentioned in subsection (1), the Minister may spend, for the purposes mentioned in that subsection, any amount, other than an amount referred to in paragraph 77(2)(a), received in respect of any charge payable under this Part.

(2) En sus des sommes affectées par le Parlement aux fins visées au paragraphe (1), le Ministre peut dépenser, en application de ce paragraphe, toutes sommes reçues à titre de redevances exigibles en vertu de la présente Partie ou se rapportant à ces redevances, à l'exception des sommes qui sont visées à l'alinéa 77(2)a).

Idem

Limit on expenditures

(3) The aggregate of expenditures made under this section in respect of any fiscal year shall not exceed the aggregate of

(3) Le total des dépenses effectuées pour une année financière en application du présent article ne peut excéder le total

Limitation des dépenses

(a) any amount, other than an amount referred to in paragraph 77(2)(a), received in that fiscal year in respect of any charge payable under this Part; and

(b) such amount, if any, as is appropriated by Parliament for the purposes mentioned in subsection (1).

a) des sommes reçues au cours de cette année à titre de redevances exigibles en vertu de la présente Partie ou se rapportant à ces redevances, à l'exception des sommes visées à l'alinéa 77(2)a); et

b) des sommes, le cas échéant, que le Parlement a affectées aux fins visées au paragraphe (1).

Report

(4) Within three months after the end of each fiscal year, the Minister shall cause to be prepared a report in respect of all revenues, other than any amount referred to in paragraph 77(2)(a), and expenditures during that year under this Part and shall cause the report to be laid before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament sits after the report has been prepared. 1980-81-82, c. 114, s. 10.

(4) Dans les trois mois suivant la fin d'une année financière, le Ministre établit un rapport portant sur les revenus reçus au cours de cette année, à l'exception des sommes visées à l'alinéa 77(2)a), ainsi que sur les dépenses effectuées durant la même période, en vertu de la présente Partie. Le rapport terminé, le Ministre dispose d'un délai de quinze jours de séance de l'une ou de l'autre chambre pour le déposer devant le Parlement. 1980-81-82, c. 114, art. 10.

Rapport

Regulations

18. The Governor in Council may, by regulation,

(a) designate as an oil product any substance resulting from the processing or refining of hydrocarbons or coal if such substance

(i) is asphalt or a lubricant, or

(ii) is a suitable source of energy by itself or when it is combined or used in association with something else;

(a.1) prescribe the terms and conditions on which payments may be made to a province or its agent pursuant to paragraph 17.1(1)(b); and

(b) provide for such other matters or things as may be necessary to carry out the provisions of this Part. 1974-75-76, c. 47, s. 18; 1980-81-82, c. 114, s. 11.

18. Le gouverneur en conseil peut, par règlements,

a) qualifier de produit pétrolier toute substance obtenue par le traitement ou le raffinage d'hydrocarbures ou du charbon si cette substance est, selon le cas,

(i) de l'asphalte ou un lubrifiant,

(ii) une source adéquate d'énergie, seule ou unie ou utilisée avec une autre chose;

a.1) prévoir les conditions auxquelles est assujéti le paiement à une province ou à son mandataire des sommes visées à l'alinéa 17.1(1)b); et

b) prévoir ce qui peut être nécessaire à l'application de la présente Partie. 1974-75-76, c. 47, art. 18; 1980-81-82, c. 114, art. 11.

Règlements

PART I.1

TRANSPORTATION FUEL
COMPENSATION RECOVERY CHARGE

Definitions

"export"

18.1 (1) In this Part, "export", in respect of transportation fuel, means

(a) the delivery by an exporter of that fuel to a person other than an exporter in order that the person may take it from Canada by means of an aircraft or vessel for immediate use by that aircraft or vessel, or

PARTIE I.1

REDEVANCE DE RECOUVREMENT EN
MATIÈRE DE CARBURANT DE SOUTÈ

Définitions

«carburant»

18.1 (1) Dans la présente Partie, «carburant» s'entend du carburant que les règlements pris en vertu de l'article 18.3 désignent comme étant destiné aux aéronefs et aux navires;

«exportateur» et «licence» ont le sens que leur donne l'article 4;

«exporter», en ce qui concerne le carburant, désigne

«exportateur» et «licence»

«exporter»

	(b) the taking by an exporter of that fuel from Canada by means of an aircraft or vessel for use by that aircraft or vessel;	a) la livraison de ce carburant par un exportateur à une personne autre qu'un exportateur de telle sorte que celle-ci puisse le transporter hors du Canada à bord d'un aéronef ou d'un navire pour consommation immédiate par ces moyens de transport, ou	
"exporter" and "licence"	"exporter" and "licence" have the same meanings as in section 4;	b) le transport de ce carburant par un exportateur hors du Canada, à bord d'un aéronef ou d'un navire, pour consommation par ces moyens de transport.	
"transportation fuel"	"transportation fuel" means fuel designated by regulations under section 18.3 as being fuel for use by an aircraft or vessel.		
Interpretation of "export"	(2) For the purposes of the definition "export" in subsection (1), an export in respect of an aircraft or vessel referred to in that definition shall be deemed to occur at the time the aircraft or vessel is at its last port of landing in Canada preceding its journey outside Canada.	(2) Pour l'application de la définition d'«exporter» au paragraphe (1), il est réputé y avoir exportation en ce qui concerne un aéronef ou un navire visés par ladite définition, au moment où l'aéronef ou le navire sont à leur dernier point de départ au Canada avant leur voyage à l'extérieur du Canada.	Interprétation d'«exporter»
Charge	(3) There shall be imposed, levied and collected on each cubic metre of transportation fuel acquired in Canada and exported from Canada in any month or part of a month after the month of April, 1981, in respect of which no charge has been imposed, levied and collected under Part I, a transportation fuel compensation recovery charge in such amount not exceeding three hundred and fifty dollars per cubic metre as may be prescribed in a tariff of charges for that month or part of a month made by order of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance.	(3) Est imposée, levée et perçue sur chaque mètre cube de carburant acquis au Canada et exporté du Canada au cours d'un mois ou partie de mois postérieurs au mois d'avril 1981 et à l'égard duquel aucune redevance n'a été imposée, levée et perçue sous le régime de la Partie I, une redevance de recouvrement en matière de carburant prévue au tarif établi pour ce mois ou cette partie de mois, sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, par décret du gouverneur en conseil; cette redevance ne doit pas dépasser trois cent cinquante dollars le mètre cube.	Redevance
Tariff of charges	(4) A tariff of charges on transportation fuel may set out the charge applicable in respect of any or all of the various kinds or qualities of transportation fuel, transportation fuel from any source, any or all destinations for transportation fuel and such other factors or circumstances as are specified in the tariff.	(4) Le tarif des redevances de recouvrement peut indiquer la redevance applicable à toute variété ou qualité de carburant, quelle qu'en soit la provenance, en fonction de sa destination, ainsi que les autres facteurs ou circonstances spécifiés dans le tarif.	Tarif des redevances
Tariff continues	(5) Where a tariff of charges on transportation fuel is prescribed in respect of any month or part of a month under subsection (3), that tariff of charges shall continue in respect of each subsequent month until changed pursuant to subsection (3) by order of the Governor in Council in respect of a subsequent month or part of a month. 1980-81-82, c. 114, s. 12.	(5) Le tarif des redevances de recouvrement établi en vertu du paragraphe (3) pour un mois ou une partie de mois reste en vigueur jusqu'à sa modification à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois subséquents par décret du gouverneur en conseil conformément au paragraphe (3). 1980-81-82, c. 114, art. 12.	Reconduction du tarif
Application of certain provisions	18.2 Sections 10 to 17 apply in respect of the compensation recovery charge imposed under this Part in the same manner and to the same extent as if that charge were a charge imposed under Part I. 1980-81-82, c. 114, s. 12.	18.2 Les articles 10 à 17 s'appliquent aux redevances de recouvrement imposées sous le régime de la présente Partie comme si elles étaient des redevances imposées sous le régime de la Partie I. 1980-81-82, c. 114, art. 12.	Application de certaines dispositions

Regulations

18.3 The Governor in Council may, by regulation,

- (a) designate any fuel as being fuel for use by an aircraft or vessel;
- (b) define the expression "last port of landing" for the purposes of subsection 18.1(2); and
- (c) provide for such other matters or things as may be necessary to carry out the provisions of this Part. 1980-81-82, c. 114, s. 12.

18.3 Le gouverneur en conseil peut, par règlement,

- a) désigner tout carburant comme étant destiné aux aéronefs et aux navires;
- b) définir l'expression «dernier point de départ» pour l'application du paragraphe 18.1(2); et
- c) pourvoir à la réalisation des dispositions de la présente Partie. 1980-81-82, c. 114, art. 12.

Règlements

PART II

DOMESTIC OIL

Interpretation

Definitions

"consumption"
«consommation»

19. In this Part, "consumption" means, in relation to crude oil, the action of using it as a fuel or energy source or consuming it in the manufacture of products of trade and commerce;

"crude oil"
«pétrole brut»

"crude oil" means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas;

"offshore area"
«endroit...»

"offshore area" means Sable Island or any area of land not within a province that belongs to Her Majesty in right of Canada or in respect of which Her Majesty in right of Canada has the right to dispose of or exploit the natural resources and that is situated in those submarine areas adjacent to the coast of Canada and extending throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Canada is measured, whichever is greater;

"prescribed price"
«prix imposé»

"prescribed price" means, in relation to any quality or kind of crude oil, the maximum price established therefor under this Part for the purpose of interprovincial and international trade;

"price"
«prix»

"price" means the value in money of the consideration given for a quantity of crude oil or the value of that quantity of oil, as may be determined by regulation in a case where no consideration is given therefor, exclusive of the amount of any charge imposed under this Act;

"producer-province"
«province pétrolière»

"producer-province" means a province in which the quantities of crude oil ordinarily pro-

PARTIE II

PÉTROLE CANADIEN

Interprétation

Définitions

19. Dans la présente Partie, «consommation» désigne, dans le cas du pétrole brut, le fait de l'utiliser comme combustible ou source d'énergie ou de le consommer dans le cours de la fabrication de produits commerciaux;

«endroit au large des côtes» désigne l'île de Sable ou toute étendue de terre, hors des limites d'une province, qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou dont cette dernière peut exploiter les ressources naturelles ou en disposer et qui est située dans les zones sous-marines adjacentes à la côte canadienne, s'étendant au prolongement naturel du territoire terrestre, canadien jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à deux cents milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale si le rebord de la marge continentale se trouve à une distance inférieure;

«pétrole brut» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures à l'exception du gaz;

«prix» désigne la valeur pécuniaire de la contrepartie donnée pour une certaine quantité de pétrole brut ou la valeur de cette quantité de pétrole, déterminée par les règlements à défaut de contrepartie, sans compter toute redevance imposée par la présente loi;

«prix imposé» désigne, pour une certaine qualité ou variété de pétrole brut, le prix maximal fixé en vertu de la présente Partie aux fins du commerce interprovincial et international;

«consommation»
"consumption"

«endroit au large des côtes»
"offshore ..."

«pétrole brut»
"crude..."

«prix»
"price"

«prix imposé»
"prescribed price"

duced, extracted or recovered in that province in a month are such that a significant quantity of that crude oil is normally available for use outside that province in each month;

“province of production” means, in relation to any quantity of crude oil, the producer-province in which it was produced, extracted or recovered;

“recovered” includes manufactured. 1974-75-76, c. 47, s. 19; 1980-81-82, c. 114, s. 13.

“province of production”
«province d'origine»

“recovered”
version anglaise
seulement

«province d'origine» désigne, pour une certaine quantité de pétrole brut, la province pétrolière où il a été produit, extrait ou récupéré;

«province pétrolière» désigne une province dans laquelle du pétrole brut est ordinairement produit, extrait ou récupéré en un mois en quantités telles qu'une quantité importante de ce pétrole brut est normalement disponible chaque mois pour utilisation à l'extérieur de cette province. 1974-75-76, c. 47, art. 19; 1980-81-82, c. 114, art. 13.

«province d'origine»
“province...”

«province pétrolière»
“producer...”

Application of Part

Application

20. This Part applies to crude oil that

(a) enters into international or interprovincial trade or that is mixed or blended with crude oil that has been acquired for movement outside its province of production; or

(b) is brought, sent or delivered to a province from the offshore area in which it is produced, extracted or recovered. 1974-75-76, c. 47, s. 20; 1980-81-82, c. 114, s. 14.

Domaine d'application

20. La présente Partie s'applique au pétrole brut qui

a) est mis sur le marché international ou interprovincial ou qui est mélangé à du pétrole brut acquis pour être acheminé vers un point situé à l'extérieur de la province d'origine; ou

b) est transporté, expédié ou livré dans une province à partir de l'endroit au large des côtes où il est produit, extrait ou récupéré. 1974-75-76, c. 47, art. 20; 1980-81-82, c. 114, art. 14.

Domaine d'application

Purpose of Part

Purpose

21. The purpose of this Part is to provide legislative authority for measures that will, so far as may be practicable, enable the Government of Canada

(a) to achieve a uniform price, exclusive of transportation costs, for crude oil used in Canada outside its province of production;

(b) to achieve a balance in Canada between the interests of consumers and producers in Canada;

(c) to protect consumers in Canada from instability of prices for petroleum in the international markets; and

(d) to encourage the discovery, development and production of a supply of crude oil adequate to the self-sufficiency of Canada.

Objet

21. La présente Partie a pour objet de donner l'autorisation législative de prendre des mesures qui, dans la mesure du possible, permettront au gouvernement du Canada

a) d'assurer l'uniformité des prix, sans compter les frais de transport, du pétrole brut utilisé au Canada hors de sa province d'origine;

b) de réaliser, au Canada, un équilibre entre les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs;

c) de protéger les consommateurs au Canada contre l'instabilité des prix pétroliers sur les marchés internationaux; et

d) d'encourager la découverte, le développement et la production d'une quantité de pétrole brut permettant au Canada de suffire à ses besoins.

Objet

DIVISION I

SECTION I

PRICE RESTRAINT

CONTRÔLE DES PRIX

*Prescribed Price**Prix imposé*Provincial
agreement on
prices

22. (1) With the approval of the Governor in Council, the Minister may enter into an agreement with the government of a producer-province for the purpose of establishing mutually acceptable prices for the various qualities and kinds of crude oil produced, extracted or recovered in that province during such period as may be agreed upon and for other purposes considered expedient to carry out the purpose of this Part.

22. (1) Avec le consentement du gouverneur en conseil, le Ministre peut conclure un accord avec le gouvernement d'une province pétrolière pour fixer des prix mutuellement acceptables pour le pétrole brut de diverses qualités et variétés produit, extrait ou récupéré dans cette province durant la période visée par l'accord; celui-ci peut en outre porter sur d'autres points jugés utiles à la réalisation de l'objet de la présente Partie.

Accord
provincial sur
les prixExpression of
agreement

(2) An agreement for the purpose of this Part need not be expressed in any formal document executed on behalf of the parties thereto if the expression of that agreement is contained in reciprocal orders in council issued by the governments concerned.

(2) Il n'est pas nécessaire de donner à un accord visé par la présente Partie la forme d'un document officiel signé au nom des parties si la teneur de cet accord est consignée dans des décrets pris par l'un et l'autre des gouvernements concernés.

Forme de
l'accordPrescribing
maximum

23. (1) Where an agreement is entered into with a producer-province under section 22, the Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in that province.

23. (1) Lorsqu'un accord est conclu en vertu de l'article 22 avec une province pétrolière, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente Partie s'applique qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province.

Fixation du
maximum

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in the Yukon Territory or the Northwest Territories.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente Partie s'applique, qui sont produites, extraites ou récupérées dans le territoire du Yukon ou dans les territoires du Nord-Ouest.

Idem

Idem

(3) The Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in an offshore area and in such case the provisions of this Part (except those that refer to an agreement with the government of a producer-province) that apply in respect of crude oil produced, extracted or recovered in a province apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of crude oil produced, extracted or recovered in the offshore area as if the offshore area were a province of production. 1974-75-76, c. 47, s. 23; 1980-81-82, c. 114, s. 15.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente Partie s'applique, qui sont produites, extraites ou récupérées dans un endroit au large des côtes; dans ces circonstances, les dispositions de la présente Partie (à l'exception de celles qui visent un accord conclu avec le gouvernement d'une province pétrolière) applicables au pétrole brut produit, extrait ou récupéré dans une province s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, au pétrole brut produit, extrait ou récupéré dans l'endroit au large des côtes comme si cet endroit était une province d'origine. 1974-75-76, c. 47, art. 23; 1980-81-82, c. 114, art. 15.

Idem

Where no price agreement effective

23.1 (1) Where no agreement is entered into under section 22 with the government of a producer-province, or any such agreement is terminated by the declaration of the parties, or, in the opinion of the Governor in Council, is not effective or is not capable of being effective, the Governor in Council may, by regulation, establish maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil to which this Part applies that are produced, extracted or recovered in that province.

How prescribed price established

(2) For the purposes of establishing maximum prices pursuant to subsection (1), the Governor in Council shall have regard to such matters as he deems requisite from time to time to achieve the purpose of this Part, including

- (a) transportation and other costs applicable to the movement of crude oil;
- (b) the qualities and kinds of crude oil produced, extracted or recovered in the province of production;
- (c) the conditions prevailing in the international and interprovincial marketing of oil; and
- (d) the probable effect on the producers and consumers in Canada of establishing maximum prices for the various qualities and kinds of crude oil. 1980-81-82, c. 114, s. 16.

Applying Prescribed Price

Prohibition

24. No person shall

- (a) sell any quality or kind of crude oil for consumption outside its province of production,
- (b) purchase any quality or kind of crude oil for consumption outside its province of production,
- (c) acquire any quality or kind of crude oil for consumption outside its province of production, or
- (d) sell or purchase any quality or kind of crude oil outside its province of production

unless the price paid therefor is no greater than the prescribed price for that quality or kind of crude oil.

Evidence required

25. No person shall transport, carry, convey or move any quality or kind of crude oil out of its province of production or take delivery of any quality or kind of crude oil outside its

23.1 (1) Lorsque aucun accord n'est conclu avec le gouvernement d'une province pétrolière en vertu de l'article 22, ou lorsqu'un tel accord prend fin par la déclaration des parties ou que, de l'avis du gouverneur en conseil, l'accord conclu n'est pas exécutoire ou n'est pas susceptible de le devenir, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente Partie s'applique qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province.

(2) En fixant les prix maximaux visés au paragraphe (1), le gouverneur en conseil doit tenir compte des facteurs qu'il estime indiqués dans le but d'atteindre l'objet de la présente Partie, notamment

- a) les frais de transport et les autres frais applicables à l'acheminement du pétrole brut;
- b) les qualités et variétés de pétrole brut produites, extraites ou récupérées dans la province d'origine;
- c) les conditions existantes sur le marché interprovincial et international du pétrole; et
- d) les conséquences probables de la fixation de prix maximaux pour les diverses qualités et variétés de pétrole brut à l'égard des producteurs et des consommateurs au Canada. 1980-81-82, c. 114, art. 16.

Application du prix imposé

24. Il est interdit

- a) de vendre du pétrole brut de quelque qualité ou variété que ce soit pour être consommé hors de sa province d'origine,
- b) d'acheter du pétrole brut de quelque qualité ou variété que ce soit pour être consommé hors de sa province d'origine,
- c) d'acquérir du pétrole brut de quelque qualité ou variété que ce soit pour être consommé hors de sa province d'origine,
- d) de vendre ou d'acheter du pétrole brut de quelque qualité ou variété que ce soit hors de sa province d'origine,

à un prix supérieur au prix imposé pour le pétrole brut de cette qualité ou variété.

25. Nul ne peut transporter ou acheminer du pétrole brut de quelque qualité ou variété que ce soit, ou en prendre livraison, hors de la province d'origine, sauf s'il lui est présenté un

Absence d'accord sur les prix

Facteurs à considérer dans la fixation des prix

Interdiction

Nécessité d'une preuve

province of production unless there is documentary evidence presented to him and recorded by him that the price paid or to be paid therefor is not greater than the prescribed price for that quality or kind of crude oil.

Records

26. Every person who engages in a transaction described in section 24 shall keep records and books of account at his place of business in Canada, or elsewhere in Canada as the regulations may require, in such form and containing such information as will enable a determination to be made of the price at which any crude oil was purchased or sold in the course of the transaction.

Idem

27. Every person who acquires any crude oil in a province other than its province of production shall keep records and books of account at his place of business in Canada, or elsewhere in Canada as the regulations may require, in such form and containing such information as will enable a determination to be made of the price at which the crude oil was so acquired.

Enforcement

Offence and punishment

28. A person who

(a) knowingly makes any false entry or statement in any record, book of account or other document required by this Division or any regulations thereunder, or

(b) knowingly destroys, mutilates or falsifies any record, book of account or other document required by this Division or any regulations thereunder

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both. 1974-75-76, c. 47, s. 28; 1980-81-82, c. 114, s. 17.

Idem

29. (1) Every person who contravenes any of the provisions of sections 24 to 27 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

document, dont il prend acte, prouvant que le prix payé ou à payer pour ce pétrole n'est pas supérieur au prix imposé pour le pétrole brut de cette qualité ou variété.

Écritures

26. Quiconque effectue une opération visée à l'article 24 tient, à son bureau d'affaires canadien ou à tout autre endroit du Canada que déterminent les règlements, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le prix d'achat ou de vente du pétrole brut payé dans le cadre de cette opération.

Idem

27. Quiconque acquiert du pétrole brut dans une province autre que la province d'origine tient, à son bureau d'affaires canadien ou à tout autre endroit du Canada que déterminent les règlements, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le prix d'acquisition de ce pétrole.

Exécution

Infraction et peine

28. Quiconque

a) fait sciemment une fausse écriture ou une fausse déclaration dans un document, notamment des écritures ou un livre de comptes, qu'exige la présente Section ou ses règlements d'application, ou

b) sciemment, détruit, tronque ou falsifie un document, notamment des écritures ou un livre de comptes, qu'exige la présente Section ou ses règlements d'application

est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal d'un an ou de l'une de ces peines. 1974-75-76, c. 47, art. 28; 1980-81-82, c. 114, art. 17.

Idem

29. (1) Quiconque contrevient aux articles 24 à 27 est coupable d'une infraction et passible,

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal d'un an ou de l'une de ces peines; ou

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende maximale de un million de dollars et d'un emprisonnement

Officers, etc., of
corporation

(2) Where a corporation is guilty of an offence under this Division, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. 1974-75-76, c. 47, s. 29; 1980-81-82, c. 114, s. 18.

Proof of offence

30. In a prosecution for an offence under this Division, it is sufficient proof of the offence to show that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Continuing
offence

31. Where an offence under this Division is committed on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Limitation

32. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Division may be instituted at any time within one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Regulations

33. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the records, books of account or other documents that are to be kept by any person who purchases or sells any crude oil or who enters into any transaction described in section 24 and the form and contents of the information to be maintained in such records, books of account and documents;

(b) prescribing the place in Canada where such records, books of account or other documents as are prescribed by the regulations are to be kept;

(c) respecting the determination of the value of crude oil in circumstances where no con-

ment maximal de cinq ans ou de l'une de ces peines.

(2) Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction à la présente Section, tout dirigeant, administrateur ou mandataire de celle-ci qui a ordonné ou autorisé sa commission ou qui y a consenti, acquiescé ou participé est partie à l'infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable. 1974-75-76, c. 47, art. 29; 1980-81-82, c. 114, art. 18.

Dirigeants, etc.,
d'une
corporation

Preuve de
l'infraction

30. Dans une poursuite relative à une infraction à la présente Section, il suffit, pour prouver cette infraction, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou ce mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi pour cette infraction, à moins que l'accusé n'établisse que l'infraction a été commise à son insu ou sans son consentement et qu'il a fait diligence pour empêcher qu'elle ne soit commise.

Infraction
distincte chaque
jour

31. Lorsqu'une infraction à la présente Section est commise pendant deux jours au moins, elle est censée constituer une infraction distincte chaque jour où elle est commise ou pendant lequel elle se poursuit.

Prescription

32. Les poursuites par voie de déclaration sommaire de culpabilité portant sur une infraction à la présente Section se prescrivent par un an, à partir de la date des faits qui y donnent lieu.

Règlements

33. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

Règlements

a) prescrivant les documents, notamment les écriture ou livres de comptes, que doit tenir quiconque achète ou vend du pétrole brut ou conclut une opération visée à l'article 24, ainsi que la forme et le contenu de ces écritures, livres de comptes et autres documents;

b) déterminant l'endroit du Canada où doivent être conservés les écritures, livres de comptes ou autres documents dont les règlements prescrivent l'établissement;

c) concernant le calcul de la valeur du pétrole brut à défaut de contrepartie ou de contrepartie pécuniaire; et

d) prévoyant tout ce qui est nécessaire à la réalisation des objets de la présente Section.

sideration, or no consideration in money, is given therefor; and
(d) providing for any matter or thing necessary to effect the purposes of this Division.

34. to 46. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 19]

34. à 46. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 19]

PART III

DOMESTIC GAS

Interpretation

Definitions

	47. In this Part,
	“Board” [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 21];
“consumption” «consommation»	“consumption” means, in relation to gas, the action of using it as a fuel or energy source or consuming it in the manufacture of products of trade and commerce;
“offshore area” «endroit...»	“offshore area” has the same meaning as in section 19;
“prescribed price” «prix imposé»	“prescribed price” means, in relation to any kind of gas, the price prescribed under this Part for that gas;
“price” «prix»	“price” means the value in money for a quantity of gas;
“producer-province” «province pétrolière»	“producer-province” means a province in which the quantities of gas ordinarily produced, extracted, recovered or manufactured in that province in a month are such that a significant quantity of that gas is normally available for use outside that province in each month;
“province of production” «province d’origine»	“province of production” means, in relation to any quantity of gas, the producer-province in which it was produced, extracted, recovered or manufactured. 1974-75-76, c. 47, s. 47; 1980-81-82, c. 114, s. 21.

Application of Part

Application

48. This Part applies to gas that
(a) enters into interprovincial or international trade; or
(b) is brought, sent or delivered to a province from the offshore area in which it is produced, extracted, recovered or manufactured. 1974-75-76, c. 47, s. 48; 1980-81-82, c. 114, s. 22.

PARTIE III

GAZ DOMESTIQUE

Interprétation

Définitions

	47. Dans la présente Partie,	
	«consommation» désigne, dans le cas du gaz, le fait de l'utiliser comme combustible ou source d'énergie ou de le consommer dans le cours de la fabrication de produits commerciaux;	«consommation» “consumption”
«endroit au large des côtes» a la même signification qu'à l'article 19;		«endroit au large des côtes» “offshore ...”
«Office» [Abrogée, 1980-81-82, c. 114, art. 21]		
«prix» désigne la valeur en argent d'une quantité de gaz;		«prix» “price”
«prix imposé» désigne, pour toute variété de gaz, le prix prévu en vertu de la présente Partie;		«prix imposé» “prescribed...”
«province d'origine» désigne, pour une quantité de gaz, la province pétrolière où il a été produit, extrait ou récupéré;		«province d'origine» “province of production”
«province pétrolière» désigne une province dans laquelle du gaz est ordinairement produit, extrait ou récupéré en un mois en quantités telles qu'une quantité importante de ce gaz est normalement disponible chaque mois pour utilisation à l'extérieur de cette province. 1974-75-76, c. 47, art. 47; 1980-81-82, c. 114, art. 21.		«province pétrolière» “producer-province”

Application

48. La présente Partie s'applique au gaz qui
a) est mis sur le marché international ou interprovincial; ou
b) est transporté, expédié ou livré dans une province à partir de l'endroit au large des côtes où il est produit, extrait ou récupéré. 1974-75-76, c. 47, art. 48; 1980-81-82, c. 114, art. 22.

Domaine
d'application

*Purpose of Part**Objet*

Purpose

49. The purpose of this Part is to provide legislative authority for measures that will, so far as may be practicable, enable the Government of Canada

- (a) to achieve a uniform price, exclusive of transportation and service costs, for gas used in Canada outside its province of production;
- (b) to achieve a balance in Canada between the interests of consumers and producers in Canada;
- (c) to protect consumers in Canada from instability of prices for gas and to preserve a reasonable balance between the prices of alternative fuels in Canada; and
- (d) to encourage the discovery, development and production of a supply of gas adequate to the self-sufficiency of Canada.

PRICE RESTRAINT

*Prescribed Price*Provincial
agreement on
prices

50. With the approval of the Governor in Council, the Minister may enter into an agreement with the government of a producer-province for the purpose of establishing mutually acceptable prices for the various kinds of gas produced, extracted, recovered or manufactured in that province during such period as may be agreed upon and for other purposes considered expedient to carry out the purpose of this Part.

Prescribing
prices

51. (1) Where an agreement is entered into with a producer-province under section 50, the Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in that province are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that province or at any points of export from Canada.

Idem

(1.1) Notwithstanding subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory or the Northwest Territories are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that Territory or

Objet

49. La présente Partie a pour objet de donner l'autorisation législative de prendre des mesures qui, dans la mesure du possible, permettront au gouvernement du Canada

- a) d'assurer l'uniformité des prix, sans compter les frais de transport et de service du gaz utilisé au Canada hors de sa province d'origine;
- b) de réaliser, au Canada, un équilibre entre les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs; et
- c) de protéger les consommateurs au Canada contre l'instabilité des prix du gaz, et de maintenir un équilibre raisonnable entre les prix des combustibles de remplacement au Canada; et
- d) d'encourager la découverte, le développement et la production d'une quantité de gaz permettant au Canada de suffire à lui-même.

CONTRÔLE DES PRIX

*Prix imposé*Accord
provincial sur
les prix

50. Avec le consentement du gouverneur en conseil, le Ministre peut conclure un accord avec le gouvernement d'une province pétrolière pour fixer des prix mutuellement acceptables pour les diverses variétés de gaz produit, extrait ou récupéré dans cette province durant la période visée par l'accord; celui-ci peut en outre porter sur d'autres points jugés utiles à la réalisation de l'objet de la présente Partie.

Fixation des
prix

51. (1) Lorsqu'un accord est conclu en vertu de l'article 50 avec une province pétrolière, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer le prix auquel les diverses variétés de gaz visées dans la présente Partie, qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province, doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada et à l'extérieur de cette province ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada.

Idem

(1.1) Nonobstant le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente Partie, qui sont produites, extraites ou récupérées dans le territoire du Yukon ou dans les territoires du Nord-Ouest, doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada et à l'extérieur

those Territories or at any points of export from Canada.

(1.2) The Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in an offshore area are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that offshore area and in such case the provisions of this Part (except those that refer to an agreement with the government of a producer-province) that apply in respect of gas produced, extracted, recovered or manufactured in a province apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of gas produced, extracted, recovered or manufactured in the offshore area as if the offshore area were a province of production.

(2) For the purpose of establishing prices pursuant to subsection (1) or section 52.1, the Governor in Council shall have regard to such matters as he deems requisite from time to time to achieve the purpose of this Part including

- (a) transportation and other costs applicable to the movement of gas;
- (b) the kinds of gas produced, extracted, recovered or manufactured in Canada;
- (c) the prices of alternative fuels in interprovincial markets; and
- (d) the probable effect on the producers and consumers in Canada of establishing prescribed prices for the various kinds of gas. 1974-75-76, c. 47, s. 51; 1980-81-82, c. 114, s. 24.

52. (1) Subject to subsection (2), sections 53 to 65 do not apply in respect of a producer-province until such time as the Governor in Council acquires authority under subsection 51(1) or section 52.1 to prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in that producer-province are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside that province or at any points of export from Canada.

(2) Where the Governor in Council prescribes prices pursuant to subsection 51(1.1) or (1.2) at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted,

de ce ou de ces territoires ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada.

(1.2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente Partie, qui sont produites, extraites ou récupérées à un endroit au large des côtes, doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada et à l'extérieur de cet endroit ou dans les endroits d'où elles sont exportées à partir de l'endroit au large des côtes; dans ces circonstances, les dispositions de la présente Partie (à l'exception de celles qui visent un accord conclu avec le gouvernement d'une province pétrolière) applicables au gaz produit, extrait ou récupéré dans une province s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, au gaz produit, extrait ou récupéré à l'endroit au large des côtes comme si cet endroit était une province d'origine.

(2) En fixant les prix visés au paragraphe (1) ou à l'article 52.1, le gouverneur en conseil doit tenir compte des facteurs qu'il estime indiqués dans le but d'atteindre l'objet de la présente Partie, notamment,

- a) des frais de transport du gaz et autres;
- b) des variétés de gaz produites, extraites ou récupérées au Canada;
- c) des prix des combustibles de remplacement sur les marchés interprovinciaux; et
- d) des conséquences probables des prix imposés sur les diverses variétés de gaz pour les producteurs et les consommateurs au Canada. 1974-75-76, c. 47, art. 51; 1980-81-82, c. 114, art. 24.

52. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les articles 53 à 65 ne s'appliquent à une province pétrolière qu'à compter de la date où le gouverneur en conseil est habilité, en vertu du paragraphe 51(1) ou de l'article 52.1, à fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente Partie, qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province, doivent être vendues ou livrées dans les régions ou zones de livraison au Canada et à l'extérieur de cette province ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada.

(2) Lorsque le gouverneur en conseil fixe, en vertu des paragraphes 51(1.1) ou (1.2), les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées dans la présente Partie, qui sont produites, extraites

Idem

Idem

How prescribed price established

Fixation du prix imposé

Application of certain provisions

Application de certaines dispositions

Idem

Idem

recovered or manufactured in the Yukon Territory, the Northwest Territories or the offshore area, as the case may be, are to be sold, sections 53 to 65 apply in respect of that Territory, those Territories or that offshore area.

ou récupérées dans le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest ou à un endroit au large des côtes, doivent être vendues, les articles 53 à 65 s'appliquent à ce ou à ces territoires ou à cet endroit.

Transitional

(3) Where, prior to the coming into force of this subsection, a person paid a price to purchase or acquire gas produced, extracted, recovered or manufactured in the Yukon Territory or the Northwest Territories for consumption outside that Territory or those Territories and such price was approved by special or general orders of the Board, the price so paid shall for all purposes be deemed to be the price required to have been paid therefor as if that price had been approved by special or general orders of the Board under subsection 53(1). 1974-75-76, c. 47, s. 52; 1980-81-82, c. 114, s. 25.

(3) Le prix payé, avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, pour acheter du gaz produit, extrait ou récupéré dans le territoire du Yukon ou dans les territoires du Nord-Ouest et destiné à être consommé à l'extérieur de ce ou ces territoires est, s'il a été autorisé par ordonnance spéciale ou générale de l'Office, réputé être le prix exigible pour ce gaz, comme s'il avait été autorisé, conformément au paragraphe 53(1), par ordonnance spéciale ou générale de l'Office. 1974-75-76, c. 47, art. 52; 1980-81-82, c. 114, art. 25.

Disposition
transitoireWhere no price
agreement
effective

52.1 Where no agreement is entered into under section 50 with the government of a producer-province, or any such agreement is terminated by the declaration of the parties, or, in the opinion of the Governor in Council, is not effective or is not capable of being effective, the Governor in Council may, by regulation, prescribe prices at which the various kinds of gas to which this Part applies that are produced, extracted, recovered or manufactured in that province are to be sold on or for delivery in any areas or zones in Canada and outside the province or at any points of export from Canada. 1980-81-82, c. 114, s. 25.

52.1 Lorsque aucun accord n'est conclu avec le gouvernement d'une province pétrolière en vertu de l'article 50, ou lorsqu'un tel accord prend fin par la déclaration des parties ou que, de l'avis du gouverneur en conseil, l'accord conclu n'est pas exécutoire ou n'est pas susceptible de le devenir, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les prix auxquels les diverses variétés de gaz visées par la présente Partie, qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province, doivent être vendues ou livrées dans les régions ou les zones de livraison au Canada et à l'extérieur de cette province ou dans les endroits d'où elles sont exportées du Canada. 1980-81-82, c. 114, art. 25.

Absence
d'accord sur les
prix

Prohibition

53. (1) No person shall

(a) move any gas outside its province of production for consumption elsewhere unless the price paid to acquire that gas is a price approved by special or general orders of the Board;

(b) purchase or otherwise acquire from within a producer-province or sell within a producer-province any gas for consumption outside that province unless the price paid therefor is a price approved by special or general orders of the Board; or

(c) sell or purchase any kind of gas outside its province of production unless the price paid therefor is the prescribed price for that kind of gas.

53. (1) Il est interdit

a) d'acheminer hors de sa province d'origine du gaz destiné à la consommation à l'extérieur de celle-ci sans l'approbation, par ordonnances générales ou spéciales de l'Office, de son prix d'acquisition;

b) d'acquérir, notamment en l'achetant, ou de vendre, dans un province pétrolière, à un prix non autorisé par ordonnance spéciale ou générale de l'Office, du gaz destiné à être consommé à l'extérieur de celle-ci; ou

c) d'acheter ou de vendre une variété de gaz à l'extérieur de la province d'origine où il a été produit sans payer le prix imposé au titre de cette variété.

Interdiction

Saving

(2) Paragraph (1)(c) does not apply in respect of a sale of gas in a province for consumption therein if the gas is purchased in that province otherwise than from a person who brought the gas out of its province of production or caused it to be brought therefrom.

(2) L'alinéa (1)c) ne s'applique pas au gaz vendu dans une province pour y être consommé s'il n'y est pas acheté d'une personne qui l'y a transporté ou fait transporter depuis la province d'origine.

Exception

Evidence required

54. No person shall transport, carry, convey or move any kind of gas out of its province of production or take delivery of any kind of gas outside its province of production unless there is documentary evidence recorded by him that the price paid or to be paid therefor is not greater than the price approved by the Board or the prescribed price, as the case may require.

54. Nul ne peut transporter ou acheminer du gaz de quelque variété que ce soit, ou en prendre livraison, hors de la province d'origine, sauf s'il existe un document, dont il a pris acte, prouvant que le prix payé ou à payer pour ce gaz n'est pas supérieur au prix approuvé par l'Office ou au prix imposé selon les circonstances.

Nécessité d'une preuve

Records

55. Every person who engages in a transaction described in section 53 shall keep records and books of account at his place of business in Canada, or elsewhere in Canada as the regulations may require, in such form and containing such information as will enable a determination to be made of the price at which any gas was purchased or sold in the course of the transaction.

55. Quiconque effectue une opération visée à l'article 53 tient, à son bureau d'affaires canadien ou à tout autre endroit du Canada que déterminent les règlements, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le prix d'achat ou de vente du gaz payé dans le cadre de cette opération.

Écritures

Idem

56. Every person who acquires any gas in a province other than its province of production from the person who brought the gas out of its province of production or caused it to be brought therefrom shall keep records and books of account at his place of business in Canada, or elsewhere in Canada as the regulations may require, in such form and containing such information as will enable a determination to be made of the price at which the gas was so acquired.

56. Quiconque acquiert du gaz, dans une province autre que sa province d'origine, de la personne qui l'y a transporté ou fait transporter depuis cette dernière tient, à son bureau d'affaires canadien ou à tout autre endroit du Canada que déterminent les règlements, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le prix d'acquisition de ce gaz.

Idem

Enforcement

Offence and punishment

57. Every person who

(a) knowingly makes any false entry or statement in any record, book of account or other document required by this Part or any regulations thereunder, or

(b) knowingly destroys, mutilates or falsifies any record, book of account or other document required by this Part or any regulations thereunder

is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both. 1974-75-76, c. 47, s. 57; 1980-81-82, c. 114, s. 26.

Exécution

57. Quiconque

a) fait sciemment une fausse écriture ou une fausse déclaration dans un document, notamment des écritures ou un livre de comptes, qu'exige la présente Partie ou ses règlements d'application, ou

b) sciemment, détruit, tronque ou falsifie un document, notamment des écritures ou un livre de comptes, qu'exige la présente Partie ou ses règlements d'application

est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal d'un an ou de l'une

Infraction et peine

Idem

58. (1) Every person who contravenes any of the provisions of sections 53 and 54 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

Officers, etc., of corporation

(2) Where a corporation is guilty of an offence under this Part, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. 1974-75-76, c. 47, s. 58; 1980-81-82, c. 114, s. 27.

Proof of offence

59. In a prosecution for an offence under this Part, it is sufficient proof of the offence to show that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.

Continuing offence

60. Where an offence under this Part is committed on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Limitation

61. Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Part may be instituted at any time within one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Regulations

Regulations

62. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the records, books of account or other documents that are to be kept by

de ces peines. 1974-75-76, c. 74, art. 57; 1980-81-82, c. 114, art. 26.

Idem

58. (1) Quiconque contrevient aux articles 53 et 54 est coupable d'une infraction et passible,

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal d'un an ou de l'une de ces peines; ou

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende maximale de un million de dollars et d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou de l'une de ces peines.

Dirigeants, etc., d'une corporation

(2) Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction à la présente Partie, tout dirigeant, administrateur ou mandataire de celle-ci qui a ordonné ou autorisé sa commission ou qui y a consenti, acquiescé ou participé est partie à l'infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable. 1974-75-76, c. 47, art. 58; 1980-81-82, c. 114, art. 27.

Preuve de l'infraction

59. Dans une poursuite relative à une infraction à la présente Partie, il suffit pour prouver cette infraction d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de l'accusé, que cet employé ou ce mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi pour cette infraction, à moins que l'accusé n'établisse que l'infraction a été commise à son insu ou sans son consentement et qu'il a fait diligence pour empêcher qu'elle ne soit commise.

Infraction distincte chaque jour

60. Lorsqu'une infraction à la présente Partie est commise pendant deux jours au moins, elle est censée constituer une infraction distincte chaque jour où elle est commise ou pendant lequel elle se poursuit.

Prescription

61. Les poursuites par voie de déclaration sommaire de culpabilité portant sur une infraction à la présente Partie se prescrivent par un an, à partir de la date des faits qui y donnent lieu.

Rèlements

Rèlements

62. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) prescrivant les documents, notamment les écritures ou livres de comptes, que doit tenir

any person who purchases or sells any gas or who engages in any transaction described in section 53 and the form and contents of the information to be maintained in such records, books of account and documents;

(b) prescribing the place in Canada where such records, books of account or other documents as are prescribed by the regulations are to be kept;

(c) respecting the determination of the value of gas in circumstances where no consideration, or no consideration in money, is given therefor;

(d) respecting the approval by the Board of prices paid to acquire gas from within its province of production for movement out of that province; and

(e) providing for any matter or thing necessary to effect the purpose of this Part.

General

Conflict

63. In the event of a conflict between any price prescribed under this Part and any price established under Part IV of the *National Energy Board Act*, the prescribed price under this Act prevails.

Distributing
excess

64. (1) Where in any month gas that is purchased or otherwise acquired in or from its province of production is transported and resold by the purchaser thereof in any areas or zones in Canada outside its province of production, or at any points of export from Canada, the purchaser shall, in respect of each such month, distribute to producers, in accordance with such regulations as the Governor in Council may make in that behalf, an amount equal to the excess of

(a) the total revenues received by the purchaser for the gas so resold in that month

over

(b) the purchaser's cost of service, as determined by the Board, in respect of the gas so resold in that month, including the purchaser's cost of gas.

Idem

(2) Where in any month gas that is purchased or otherwise acquired in or from its province of production is transported from that province for delivery in any areas or zones in Canada outside its province of production or at any points of export from Canada by a person other than its purchaser, the purchaser shall, in respect of each such month, distribute to pro-

quiconque achète ou vend du gaz ou conclut une opération visée à l'article 53, ainsi que la forme et le contenu de ces écritures, livres de comptes et autres documents;

b) déterminant l'endroit du Canada où doivent être conservés les écritures, livres de comptes ou autres documents dont les règlements prescrivent l'établissement;

c) concernant le calcul de la valeur du gaz à défaut de contrepartie ou de contrepartie pécuniaire;

d) concernant l'approbation par l'Office du prix d'acquisition du gaz devant sortir de sa province d'origine; et

e) prévoyant tout ce qui est nécessaire à la réalisation de l'objet de la présente Partie.

Dispositions générales

Conflits

63. En cas de conflit entre un prix imposé en vertu de la présente Partie et un prix fixé en vertu de la Partie IV de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, le prix imposé en vertu de la présente loi l'emporte.

Distribution des
excédents

64. (1) La personne qui acquiert au cours d'un mois donné du gaz dans la province d'origine de celui-ci ou qui l'acquiert de cette province, le transporte et le revend dans des régions ou des zones du Canada situées à l'extérieur de la province d'origine ou dans des endroits d'où il est exporté du Canada, doit, relativement à ce mois, distribuer aux producteurs, conformément aux règlements établis à cette fin par le gouverneur en conseil, l'excédent

a) de l'ensemble des revenus qu'elle tire de la vente de ce gaz au cours de ce mois,

sur

b) le coût des services, déterminé par l'Office, y compris le coût d'acquisition, qu'elle a engagé au titre de ce gaz vendu au cours du même mois.

Idem

(2) La personne qui acquiert au cours d'un mois donné du gaz dans la province d'origine de celui-ci ou qui l'acquiert de cette province et qui est transporté par une autre personne en vue de sa livraison dans des régions ou des zones du Canada situées à l'extérieur de la province d'origine ou dans des endroits d'où il est exporté du Canada, doit, relativement à ce

ducers, in accordance with such regulations as the Governor in Council may make in that behalf, an amount equal to the excess of

(a) the total value, as determined by the Board, of the purchaser's gas delivered in that month in those areas or zones outside its province of production or at those points of export from Canada

over

(b) the purchaser's cost, as determined by the Board, in respect of the acquisition and transportation of that gas to its point of delivery in that month.

"Cost of gas"

(3) For the purposes of this section, "cost of gas" shall be computed, if approved by the Board, by using prices payable at the well-head to producers of gas or shall be computed by such other means as the Board may prescribe.

Determining other costs

(4) In determining a purchaser's cost of service for the purposes of subsection (1) or a purchaser's cost in respect of the acquisition and transportation of gas for the purposes of subsection (2), the Board shall be governed by the principles applied by it in determining those costs for the purposes of making orders with respect to traffic, tolls or tariffs under Part IV of the *National Energy Board Act*, 1974-75-76, c. 47, s. 64; 1980-81-82, c. 114, s. 28.

Administration

65. The Board shall administer this Part on behalf of the Minister and shall perform such other duties and functions as the Minister may assign to it.

mois, distribuer aux producteurs, conformément aux règlements établis à cette fin par le gouverneur en conseil, l'excédent

a) de la valeur globale, déterminée par l'Office, de ce gaz de l'acquéreur livré au cours d'un mois dans les régions ou les zones du Canada situées à l'extérieur de la province d'origine ou dans des endroits d'où il est exporté du Canada,

sur

b) le coût d'acquisition et les frais de transport, déterminés par l'Office, engagés par l'acquéreur au titre de ce gaz arrivé au lieu de livraison au cours du même mois.

(3) Pour l'application du présent article, le coût du gaz est déterminé, par rapport au prix que le producteur exige à la tête de puits, lorsque l'Office donne son approbation, sinon de la façon prévue par l'Office.

Coût du gaz

(4) L'Office doit calculer, pour l'application des paragraphes (1) et (2), le coût des services, ainsi que le coût d'acquisition et les frais de transport, selon les règles établies à la Partie IV de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et qui lui permettent de rendre des ordonnances en matière de mouvement, de droits et de tarifs. 1974-75-76, c. 47, art. 64; 1980-81-82, c. 114, art. 28.

Calcul des autres coûts

65. L'Office applique la présente Partie au nom du ministre et il exerce les autres fonctions que ce dernier lui assigne.

Application

PART III.1

PETROLEUM COMPENSATION CHARGE

65.1 [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 29]

Definitions

65.11 In this Part,

"barrel" [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 30];

"Board" [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 30];

"domestic petroleum" means petroleum from a natural reservoir in Canada and petroleum produced, extracted, recovered or manufactured in Canada other than from a natural reservoir;

"foreign petroleum" means petroleum other than domestic petroleum;

"domestic petroleum"
«pétrole domestique»

"foreign petroleum"
«pétrole étranger»

PARTIE III.1

REDEVANCES D'INDEMNISATION PÉTROLIÈRE

65.1 [Abrogé, 1980-81-82, c. 114, art. 29]

Définitions

65.11 Dans la présente Partie,

«baril» [Abrogée, 1980-81-82, c. 114, art. 30];

«pétrole domestique» désigne le pétrole provenant d'un réservoir naturel au Canada ainsi que le pétrole produit, extrait ou récupéré au Canada mais qui ne provient pas d'un réservoir naturel;

«pétrole étranger» désigne le pétrole autre que le pétrole domestique;

«pétrole domestique»
"domestic..."

«pétrole étrangers»
"foreign..."

<p>“import” «importer»</p> <p>“petroleum” «pétrole»</p> <p>“petroleum product” «produit pétrolier»</p>	<p>“import” has the same meaning as it has for the purposes of the <i>Customs Act</i>;</p> <p>“petroleum” means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas;</p> <p>“petroleum product” means a product that is designated as a petroleum product by regulations under paragraph 65.19(a). 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 30.</p>	<p>«importer» a le sens qui lui est attribué aux fins de la <i>Loi sur les douanes</i>;</p> <p>«Office» [Abrogée, 1980-81-82, c. 114, art. 30];</p> <p>«pétrole» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le gaz;</p> <p>«produit pétrolier» désigne un produit qualifié de produit pétrolier par les règlements établis en vertu de l'alinéa 65.19a). 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 30.</p>	<p>«importer» “import”</p> <p>«pétrole» “petroleum”</p> <p>«produit pétrolier» “petroleum product”</p>
<p>Imposition of charge</p>	<p>65.12 (1) There shall be imposed, levied and collected on</p> <p>(a) each cubic metre of domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and</p> <p>(b) each cubic metre of foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,</p> <p>during the period</p> <p>(c) commencing July 12, 1980 and ending October 31, 1980, a charge of eleven dollars and one cent per cubic metre,</p> <p>(d) commencing November 1, 1980 and ending December 31, 1980, a charge of sixteen dollars and four cents per cubic metre,</p> <p>(e) commencing January 1, 1981 and ending June 2, 1981, a charge of thirty-one dollars and seventy-seven cents per cubic metre,</p> <p>(f) commencing June 3, 1981 and ending September 21, 1981, a charge of thirty-nine dollars and sixty-four cents per cubic metre, and</p> <p>(g) commencing September 22, 1981 and ending November 29, 1981, a charge of fifty-one dollars and twenty-eight cents per cubic metre.</p>	<p>65.12 (1) Est imposée, levée et perçue,</p> <p>a) sur chaque mètre cube de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et</p> <p>b) sur chaque mètre cube de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,</p> <p>au cours de la période</p> <p>c) qui commence le 12 juillet 1980 et se termine le 31 octobre 1980, une redevance de onze dollars et un cent le mètre cube;</p> <p>d) qui commence le 1^{er} novembre 1980 et se termine le 31 décembre 1980, une redevance de seize dollars et quatre cents le mètre cube;</p> <p>e) qui commence le 1^{er} janvier 1981 et se termine le 2 juin 1981, une redevance de trente et un dollars et soixante-dix-sept cents le mètre cube;</p> <p>f) qui commence le 3 juin 1981 et se termine le 21 septembre 1981, une redevance de trente-neuf dollars et soixante-quatre cents le mètre cube; et</p> <p>g) qui commence le 22 septembre 1981 et se termine le 29 novembre 1981, une redevance de cinquante et un dollars et vingt-huit cents le mètre cube.</p>	<p>Imposition de la redevance</p>
<p>Idem</p>	<p>(1.1) Commencing November 30, 1981, there shall be imposed, levied and collected on</p> <p>(a) each cubic metre of domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and</p> <p>(b) each cubic metre of foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,</p> <p>in any month or part of a month after November 29, 1981, a charge in such amount not exceeding seventy-five dollars per cubic metre as may be prescribed in a tariff of charges for</p>	<p>(1.1) A compter du 30 novembre 1981, pour chaque mois ou partie de mois postérieurs au 29 novembre 1981, est imposée, levée et perçue,</p> <p>a) sur chaque mètre cube de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et</p> <p>b) sur chaque mètre cube de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,</p> <p>la redevance prévue au tarif de ce mois ou de cette partie de mois établi, sur la recommanda-</p>	<p>Idem</p>

that month or part of a month made by order of the Governor in Council on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance.

tion du Ministre et du ministre des Finances, par décret du gouverneur en conseil; cette redevance ne doit pas dépasser soixante-quinze dollars le mètre cube.

Transitional

(1.2) Effective November 30, 1981, the amount of thirty-nine dollars and sixty-four cents per cubic metre on

(1.2) A compter du 30 novembre 1981, la somme de trente-neuf dollars et soixante-quatre cents le mètre cube

Disposition
transitoire

(a) domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and

a) de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et

(b) foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,

b) de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,

shall be deemed to have been the amount prescribed in a tariff of charges for the part of the month of November after November 29, 1981 by order of the Governor in Council under subsection (1.1) and that amount shall continue to be the amount of the charge in respect of each subsequent month until it is changed pursuant to subsection (1.1) by order of the Governor in Council in respect of a subsequent month or part of a month.

est réputée être le montant de la redevance prévue au tarif établi par décret du gouverneur en conseil pour la partie du mois de novembre postérieure au 29 novembre 1981 en vertu du paragraphe (1.1); cette somme continue d'être le montant de la redevance pour les mois suivants jusqu'à sa modification à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois subséquents par décret du gouverneur en conseil en vertu du même paragraphe.

Tariff of
charges

(1.3) A tariff of charges under subsection (1.1) may set out the charge applicable in respect of any or all of the various kinds or qualities of petroleum, or petroleum products, petroleum or petroleum products from any source, any or all destinations for petroleum or petroleum products and such other factors or circumstances as are specified in the tariff.

(1.3) Le tarif des redevances visé au paragraphe (1.1) peut indiquer la redevance applicable à toute variété ou qualité de pétrole ou de produit pétrolier, quelle qu'en soit la provenance, en fonction de sa destination, ainsi que les autres facteurs ou circonstances que spécifie le tarif.

Tarif des
redevances

By whom
charge payable

(2) A charge imposed under this Part is payable to the Minister by

(2) La redevance imposée en vertu de la présente Partie est payable au Ministre par

Paiement de la
redevance

(a) the processor or consumer, as the case may be, in the case referred to in paragraph (1)(a), (1.1)(a) or (1.2)(a); or

a) la personne qui traite le pétrole ou le consommateur, selon le cas, dans le cas visé à l'alinéa (1)a), (1.1)a) ou (1.2)a); ou

(b) the importer, in the case referred to in paragraph (1)(b), (1.1)(b) or (1.2)(b).

b) l'importateur, dans le cas visé à l'alinéa (1)b), (1.1)b) ou (1.2)b).

Tariff continues

(3) Where a tariff of charges on petroleum or petroleum products is prescribed in respect of any month or part of a month under subsection (1.1), that tariff of charges shall continue in respect of each subsequent month until changed pursuant to subsection (1.1) by order of the Governor in Council in respect of a subsequent month or part of a month. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 31.

(3) Le tarif pour un mois ou une partie de mois des redevances sur le pétrole et les produits pétroliers établi en vertu du paragraphe (1.1) reste en vigueur jusqu'à sa modification à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois subséquents par décret du gouverneur en conseil conformément à ce paragraphe. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 31.

Reconduction
du tarif

65.13 [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 32]

65.13 [Abrogé, 1980-81-82, c. 114, art. 32]

Monthly return

65.14 (1) Every person required by this Part to pay a charge shall make each month a true return, in such form and containing such information as the regulations require, of his

- (a) receipt of domestic petroleum for processing or consumption in Canada, or
- (b) importation of foreign petroleum and petroleum products,

or both, as the case may be, for the last preceding month.

Date of filing and payment

(2) The return required by this section shall be filed with the Minister and the charge payable shall be paid to him not later than the last day of the first month succeeding that in which

- (a) the domestic petroleum was received for processing or consumption in Canada, or
- (b) the foreign petroleum or petroleum product was imported,

as the case may be.

Penalty on default

(3) On default in payment of the charge or any portion thereof payable under this Part within the time prescribed by subsection (2), there shall be paid in addition to the amount of the default a penalty equal to the greater of

- (a) one per cent of the amount of default, and
- (b) the percentage, if any, prescribed by regulations made under section 65.19, of the amount of default,

in respect of each month or part of a month during which the default continues.

Extension of time

(4) The Minister may, before or after the day prescribed by subsection (2), specify in writing a later day for the filing of a return or the payment of the charge or any portion thereof and in such case,

- (a) no penalty shall accrue or shall be deemed to have accrued under subsection (3) prior to such later day in respect of default in payment of the charge or portion thereof for the payment of which the later day was specified; and
- (b) failure to pay, on or before the later day, the charge or portion thereof for the payment of which a later day was specified constitutes a default for the purposes of subsection (3). 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 33.

Debts to Her Majesty

65.15 (1) All charges payable under this Part and any penalties payable in respect thereof are debts due to Her Majesty and recover-

65.14 (1) Quiconque est tenu par la présente Partie de verser une redevance doit établir chaque mois un relevé exact

- a) du pétrole domestique qu'il a reçu le mois précédent en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, ou
- b) de ses importations de pétrole étranger et de produits pétroliers du mois précédent,

ou les deux, selon le cas. Le contenu et la forme de ce relevé sont prescrits par règlement.

(2) Le relevé qu'exige le présent article est déposé devant le Ministre et la redevance exigible lui est versée

- a) dans le cas du pétrole domestique, au cours du mois qui suit celui où il a été reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada; ou
- b) dans le cas de pétrole étranger ou de produits pétroliers, au cours du mois qui suit celui de leur importation.

(3) Le défaut de paiement dans le délai prévu au paragraphe (2) de tout ou partie de la redevance exigible en vertu de la présente Partie, donne lieu au paiement, en sus du montant impayé, d'une amende égale au plus élevé des deux montants suivants:

- a) un pour cent de ce montant impayé, ou
- b) le pourcentage de ce montant impayé que peuvent prescrire les règlements pris en vertu de l'article 65.19,

pour chaque mois ou partie de mois que dure le défaut.

(4) Le Ministre peut, avant ou après la date prévue au paragraphe (2), fixer par écrit une date ultérieure pour le dépôt du relevé ou le paiement de la totalité ou d'une partie de la redevance, auquel cas,

- a) l'amende prévue au paragraphe (3) en cas de défaut de paiement de la totalité ou d'une partie de la redevance ne peut, ni ne peut être réputée, courir avant cette date; et
- b) l'omission de payer, au plus tard à cette date, la totalité ou une partie de la redevance constitue un défaut au sens du paragraphe (3). 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 33.

65.15 (1) Toutes les redevances exigibles en vertu de la présente Partie et les amendes auxquelles elles donnent lieu constituent des créan-

Relevé mensuel

Date du dépôt et du paiement

Amende en cas de non-paiement

Prolongation du délai

Créances de Sa Majesté

able as such in any court of competent jurisdiction.

Recovery of
charges and
penalties

(2) All charges and penalties payable under this Part may be recovered in the same manner as any amount payable under the *Excise Tax Act* and for such purpose section 52 of the *Excise Tax Act* applies with such modifications as the circumstances require and any reference in that section to the Minister or Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Minister or Deputy Minister of Energy, Mines and Resources. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 34.

Deductions and
refunds

65.16 (1) A deduction from, or refund of, a charge or penalty imposed by this Part may be granted where an overpayment has been made or where the charge or penalty was paid in error.

Payments

(2) Where

(a) petroleum or a petroleum product in respect of which charges imposed by this Part have been paid, or

(b) a petroleum product that is derived from petroleum in respect of which charges imposed by this Part have been paid,

is sent out of Canada by a person for use outside Canada, a payment may be made to that person in an amount not exceeding the charges paid.

Application for
deduction, etc.

(3) No deduction from, refund of, or payment in respect of the charges imposed by this Part shall be granted or made unless application therefor is made in writing in accordance with regulations made under section 65.19 by the person entitled thereto within two years after the time when such deduction, refund or payment first became payable under this Part or any regulations made thereunder.

Exemption or
reduction

(4) Where it is shown to the Governor in Council by the Minister that it is in the public interest to do so, the Governor in Council may, by order, conditionally or unconditionally, retroactively or prospectively, and either generally or in respect of a single transaction,

(a) exempt any petroleum or petroleum product from the charge imposed thereon in respect of a month or part of a month under this Part; or

ces de Sa Majesté, qui peut les recouvrer devant le tribunal compétent.

(2) Toutes les redevances et amendes exigibles en vertu de la présente Partie sont recouvrables selon les mêmes modalités qu'une somme exigible en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*; à cette fin, l'article 52 de cette loi s'applique compte tenu des adaptations de circonstance, toute mention audit article du Ministre ou du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du Ministre ou du sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 34.

Recouvrement
des redevances
et des amendes

65.16 (1) Une réduction ou le remboursement de la redevance ou des amendes imposées par la présente Partie peuvent être accordés lorsqu'il a été versé un excédent ou lorsque la redevance ou l'amende ont été payées par erreur.

Réduction et
remboursement

(2) Il peut être fait à quiconque exporte à l'étranger pour y être utilisé

a) du pétrole ou un produit pétrolier, ou

b) un produit pétrolier dérivé du pétrole

à l'égard desquels a été acquittée la redevance imposée par la présente Partie, un paiement qui n'est pas supérieur à la redevance versée.

Paielements

(3) Il n'y a lieu d'effectuer un remboursement ou un paiement à l'égard des redevances imposées par la présente Partie ni de réduire ces redevances que si la personne y ayant droit en fait la demande par écrit conformément aux règlements pris en vertu de l'article 65.19 dans les deux ans de la date à laquelle ce remboursement, cette réduction ou ce paiement sont devenus exigibles en vertu de la présente Partie ou de l'un de ses règlements d'application.

Demande de
remboursement

(4) Lorsque le Ministre établit à la satisfaction du gouverneur en conseil que l'intérêt public l'exige, ce dernier peut, par décret, avec ou sans conditions, rétroactivement ou pour l'avenir, d'une manière générale ou limitée à une opération donnée,

a) exempter tout pétrole ou produit pétrolier de la redevance qui leur est imposée pour un mois ou une partie de mois en vertu de la présente Partie; ou

Exception ou
réduction

(b) reduce any charge imposed in respect of any month or part of a month under this Part. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 35.

b) réduire toute redevance imposée à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois en vertu de la présente Partie. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 35.

Records and books

65.17 (1) Every person required by or pursuant to this Part to pay any charges shall keep records and books of account at his place of business in Canada in such form and containing such information as will enable the amount of the charges or other sums that should have been paid or collected to be determined.

65.17 (1) Quiconque est obligé par la présente Partie de verser des redevances tient, à son bureau d'affaires au Canada, des écritures et livres de comptes dont la forme et le contenu permettent de connaître le montant des sommes à verser ou à percevoir, notamment au titre des redevances.

Écritures et livres

Disposal

(2) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall, until written permission for their disposal is obtained from the Minister, keep every such record and book of account and every account or voucher necessary to verify the information in any such record and book of account.

(2) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes les conserve, avec les factures ou pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, jusqu'à ce que le Ministre lui permette par écrit de s'en défaire.

Conservation

Inspection

(3) Every person required by subsection (1) to keep records and books of account shall, at all reasonable times, make the records and books of account and every account and voucher necessary to verify the information therein available to the Minister and other persons authorized by the Minister and give them every facility necessary to inspect the records, books, accounts and vouchers. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s.36.

(3) Quiconque est obligé par le paragraphe (1) de tenir des écritures et des livres de comptes doit mettre, à toute heure convenable, ces écritures et livres de comptes, ainsi que les factures et pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements qu'ils contiennent, à la disposition du Ministre et de personnes munies d'une autorisation du Ministre, à qui il fournit toutes facilités pour examiner ces écritures, livres, factures et pièces justificatives. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 36.

Inspection

Appeal

65.18 Where any difference arises or where any doubt exists as to whether any charge is payable or as to the amount of the charge that is payable on any petroleum or petroleum product, the Tariff Board constituted by the *Tariff Board Act* may declare what amount of charge is payable thereon, if any, and for such purpose sections 59 and 60 of the *Excise Tax Act* apply with such modifications as the circumstances require and any reference in those sections to the Deputy Minister of National Revenue shall be construed as a reference to the Deputy Minister of Energy, Mines and Resources. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 37.

65.18 Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur le pétrole ou les produits pétroliers, la Commission du tarif établie par la *Loi sur la Commission du tarif* peut se prononcer sur l'exigibilité et le montant de la redevance; à cette fin, les articles 59 et 60 de la *Loi sur la taxe d'accise* s'appliquent compte tenu des adaptations de circonstance, toute mention dans ces articles du sous-ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 37.

Appel

Regulations

65.19 The Governor in Council may, by regulation,

(a) designate as a petroleum product any substance resulting from the processing or refining of hydrocarbons or coal if such substance

(i) is asphalt or a lubricant, or

65.19 Le gouverneur en conseil peut, par règlements,

a) qualifier de produit pétrolier toute substance obtenue par le traitement ou le raffinage d'hydrocarbures ou du charbon si cette substance est, selon le cas,

(i) de l'asphalte ou un lubrifiant,

Règlements

- (ii) is a suitable source of energy by itself or when it is combined or used in association with something else;
- (b) prescribe the form and content of the monthly return referred to in subsection 65.14(1); and
- (c) provide for such other matters or things as may be necessary to carry out the provisions of this Part. 1977-78, c. 24, s. 1; 1980-81-82, c. 114, s. 38.

- (ii) une source adéquate d'énergie, seule ou unie ou utilisée avec une autre chose;
- b) prescrire la forme et le contenu du relevé mensuel visé au paragraphe 65.14(1); et
- c) prévoir ce qui peut être nécessaire à l'application de la présente Partie. 1977-78, c. 24, art. 1; 1980-81-82, c. 114, art. 38.

PART III.2

CANADIAN OWNERSHIP PROVISIONS

DIVISION I

CANADIAN OWNERSHIP

SPECIAL CHARGE AND TAXATION

Interpretation

Definitions

65.2 In this Division, “marketable pipeline gas” and “natural gas liquids” have the same meanings as in subsection 25.1(1) of the *Excise Tax Act* and all other words and expressions have the same meanings as in Part III.1 of this Act. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Special Charge Imposed

Charge on petroleum

65.21 (1) There shall be imposed, levied and collected on

- (a) each cubic metre of domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and
- (b) each cubic metre of foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,

in any month or part of a month after the month in which this section comes into force, a special charge in such amount not exceeding seven dollars and twenty-five cents per cubic metre as may be prescribed in a tariff of charges for that month or part of a month made by order of the Governor in Council on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance.

Application of certain provisions

(2) Subsections 65.12(1.3), (2) and (3) and sections 65.14 to 65.19 apply, with such modifi-

PARTIE III.2

DISPOSITIONS VISANT LA CANADIANISATION

SECTION I

CANADIANISATION

REDEVANCE SPÉCIALE ET TAXATION

Définitions

Définitions

65.2 Dans la présente Section, les expressions «gaz commercialisable acheminé par pipeline» et «liquides extraits du gaz naturel» ont le sens qui leur est donné au paragraphe 25.1(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*; tous les autres mots et expressions ont le sens qui leur est donné à la Partie III.1 de la présente loi. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Imposition d'une redevance spéciale

Redevance spéciale sur le pétrole

65.21 (1) Pour chaque mois ou partie de mois postérieurs au mois d'entrée en vigueur du présent article, est imposée, levée et perçue,

- a) sur chaque mètre cube de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et
- b) sur chaque mètre cube de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,

une redevance spéciale prévue au tarif pour ce mois ou cette partie de mois établi, sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, par décret du gouverneur en conseil; cette redevance ne doit pas dépasser sept dollars et vingt-cinq cents le mètre cube.

(2) Les paragraphes 65.12(1.3), (2) et (3) et les articles 65.14 à 65.19 s'appliquent, compte

Application de certaines dispositions

cations as the circumstances require, in respect of a special charge imposed under subsection (1).

Transitional

(3) Effective May 1, 1981, the amount of seven dollars and twenty-five cents per cubic metre on

(a) domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and

(b) foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,

shall be deemed to have been the amount prescribed in a tariff of charges for the month of May, 1981 by order of the Governor in Council pursuant to subsection (1) and that amount shall continue to be the amount of the charge in respect of each subsequent month until it is changed pursuant to subsection (1) by order of the Governor in Council in respect of a subsequent month or part of a month. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Special Taxation Provisions

Marketable pipeline gas tax rates

65.22 (1) The Governor in Council may from time to time by order, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance, prescribe an amount not exceeding fourteen cents per gigajoule as the amount by which the rate of tax set out or referred to in any or all of paragraphs 25.13(5)(a) to (d) of the *Excise Tax Act* shall be increased and in such case the rate of tax set out or referred to in the paragraph in respect of which the order is made shall, effective on the date specified in the order, be increased by the amount prescribed.

Transitional: increase deemed to be prescribed

(2) The amount of fourteen cents per gigajoule shall be deemed to have been the amount prescribed by order of the Governor in Council pursuant to subsection (1) as the amount by which the rates of tax set out or referred to in paragraphs 25.13(5)(a) to (d) of the *Excise Tax Act* shall be increased effective May 1, 1981. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Natural gas liquids tax rates

65.23 (1) The Governor in Council may from time to time by order, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance, prescribe in respect of a substance referred to in

(a) paragraph 25.14(4)(a) of the *Excise Tax Act*, an amount not exceeding two dollars and sixty cents per cubic metre,

tenu des adaptations de circonstance, à la redevance spéciale imposée par le paragraphe (1).

(3) A compter du 1^{er} mai 1981, la somme de sept dollars et vingt-cinq cents le mètre cube

a) de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et

b) de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,

est réputée être le montant de la redevance prévue au tarif établi par décret du gouverneur en conseil pour le mois de mai 1981 en vertu du paragraphe (1); cette somme continue d'être le montant de la redevance pour les mois suivants jusqu'à sa modification à l'égard d'un mois ou d'une partie de mois subséquents par décret du gouverneur en conseil en vertu du même paragraphe. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Disposition transitoire

Dispositions relatives à une taxe spéciale

65.22 (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, fixer par décret la majoration de la taxe visée aux alinéas 25.13(5)a) à d) de la *Loi sur la taxe d'accise*; cette majoration, qui ne doit pas être supérieure à quatorze cents le gigajoule, prend effet à la date fixée dans le décret.

Taux de la taxe applicable au gaz commercialisable acheminé par pipe-line

(2) La somme de quatorze cents le gigajoule est réputée être le montant dont est majorée, conformément au décret du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe (1), la taxe visée aux alinéas 25.13(5)a) à d) de la *Loi sur la taxe d'accise*, et ce à compter du 1^{er} mai 1981. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Disposition transitoire: l'augmentation est réputée fixée par décret

65.23 (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, fixer par décret la majoration de la taxe applicable aux substances visées

a) à l'alinéa 25.14(4)a) de la *Loi sur la taxe d'accise*, cette majoration ne devant pas être supérieure à deux dollars et soixante cents le mètre cube,

Taux de la taxe applicable aux liquides extraits du gaz naturel

(b) paragraph 25.14(4)(b) of the *Excise Tax Act*, an amount not exceeding three dollars and fifty-five cents per cubic metre, or

(c) paragraph 25.14(4)(c) of the *Excise Tax Act*, an amount not exceeding three dollars and ninety-five cents per cubic metre

as the amount by which the rate of tax set out or referred to in any or all of the subparagraphs of that paragraph shall be increased and in such case the rate of tax set out or referred to in the subparagraph in respect of which the order is made shall, effective on the date specified in the order, be increased by the amount prescribed.

Transitional:
increases
deemed to be
prescribed

(2) The amount of

(a) two dollars and sixty cents per cubic metre shall be deemed to have been the amount prescribed by order of the Governor in Council pursuant to subsection (1) as the amount by which the rates of tax set out or referred to in subparagraphs 25.14(4)(a)(i) to (iv) of the *Excise Tax Act* shall be increased effective May 1, 1981;

(b) three dollars and fifty-five cents per cubic metre shall be deemed to have been the amount prescribed by order of the Governor in Council pursuant to subsection (1) as the amount by which the rates of tax set out or referred to in subparagraphs 25.14(4)(b)(i) to (iv) of the *Excise Tax Act* shall be increased effective May 1, 1981; and

(c) three dollars and ninety-five cents per cubic metre shall be deemed to have been the amount prescribed by order of the Governor in Council pursuant to subsection (1) as the amount by which the rates of tax set out or referred to in subparagraphs 25.14(4)(c)(i) to (iv) of the *Excise Tax Act* shall be increased effective May 1, 1981. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Where increase
of rate ceases

65.24 Where an amount of increase of a rate of tax is prescribed under section 65.22 or 65.23, that amount shall continue to be applicable in respect of that tax until

(a) a new amount of increase is prescribed in respect of that tax by order of the Governor in Council under that section;

(b) the Governor in Council by order, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance, revokes the amount of increase; or

b) à l'alinéa 25.14(4)b) de la *Loi sur la taxe d'accise*, cette majoration ne devant pas être supérieure à trois dollars et cinquante-cinq cents le mètre cube,

c) à l'alinéa 25.14(4)c) de la *Loi sur la taxe d'accise*, cette majoration ne devant pas être supérieure à trois dollars et quatre-vingt-quinze cents le mètre cube.

Ces majorations prennent effet à la date fixée dans le décret.

(2) Le montant de la majoration apportée à compter du 1^{er} mai 1981 à la taxe visée au paragraphe 25.14(4) de la *Loi sur la taxe d'accise*, conformément au décret du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe (1), est fixé comme suit:

Disposition
transitoire:
l'augmentation
est réputée
fixée par décret

a) deux dollars et soixante cents le mètre cube pour la taxe visée aux sous-alinéas 25.14(4)a)(i) à (iv);

b) trois dollars et cinquante-cinq cents le mètre cube pour la taxe visée aux sous-alinéas 25.14(4)b)(i) à (iv); et

c) trois dollars et quatre-vingt-quinze cents le mètre cube pour la taxe visée aux sous-alinéas 25.14(4)c)(i) à (iv). 1980-81-82, c. 114, art. 39.

65.24 La majoration de la taxe visée aux articles 65.22 ou 65.23 reste en vigueur jusqu'à

Fin de
l'augmentation
de la taxe

a) sa modification par décret du gouverneur en conseil pris conformément à ces articles;

b) sa révocation par décret du gouverneur en conseil pris sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances; ou

c) son expiration en conformité avec les termes du décret qui l'a fixée. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

(c) the amount of increase expires under the terms of the order by which it is prescribed. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

When increase of rate not applicable

65.25 (1) The amount of increase of a rate of tax prescribed under section 65.22 shall not apply in respect of marketable pipeline gas exported out of Canada for use outside Canada.

Payments in respect of exports

(2) Where tax has been paid on account of an increase of a rate of tax prescribed under section 65.22 in respect of marketable pipeline gas exported out of Canada by a person for use outside Canada, the Minister of National Revenue may, on application in writing by the person within four years after the date of the export, pay to the person an amount equal to the amount of the tax paid.

Idem

(3) Where tax has been paid on account of an increase of a rate of tax prescribed under section 65.23 in respect of natural gas liquids exported out of Canada by a person for use outside Canada, the Minister of National Revenue may, on application in writing by the person within four years after the date of the export, pay to the person an amount equal to the amount of such tax that would have been payable on that date.

Form of application

(4) An application referred to in subsection (2) or (3) shall be in a form approved by the Minister of National Revenue.

Circumstances where no export deemed

(5) Where marketable pipeline gas is
(a) exported out of Canada for use outside Canada in the process of transporting marketable pipeline gas to Canada through a pipeline, or
(b) exported out of Canada by a person on behalf of a distributor, broker or gas producer, as those expressions are defined in subsection 25.1(1) of the *Excise Tax Act*, under an arrangement whereby that marketable pipeline gas is exchanged for natural gas of foreign origin delivered and consumed in Canada,

the marketable pipeline gas shall be deemed, for the purposes of this section, not to be exported out of Canada.

Limitation

(6) No payment may be made to a person under subsection (2) or (3) in respect of any marketable pipeline gas or natural gas liquids if a payment in respect of the export of that gas

65.25 (1) La majoration de la taxe visée à l'article 65.22 ne s'applique pas au gaz commercialisable acheminé par pipe-line exporté pour être utilisé hors du Canada.

Non-application de la majoration de la taxe

(2) Le ministre du Revenu national peut verser à la personne qui a payé la taxe majorée conformément à l'article 65.22 au titre du gaz visé au paragraphe (1), si elle lui en fait la demande par écrit dans les quatre ans de la date de l'exportation, une somme égale au montant de la taxe payée.

Paiements faits au titre des exportations

(3) Le ministre du Revenu national peut verser à la personne qui a payé la taxe majorée conformément à l'article 65.23 au titre des liquides extraits du gaz naturel exportés pour être utilisé hors du Canada, si elle lui en fait la demande par écrit dans les quatre ans de la date de l'exportation, une somme égale au montant de la taxe qui aurait été exigible à cette date.

Idem

(4) La demande visée aux paragraphes (2) ou (3) doit être faite en la forme approuvée par le ministre du Revenu national.

Forme de la demande

(5) Est réputé, pour l'application du présent article, ne pas être exporté du Canada, le gaz commercialisable acheminé par pipe-line qui est

Présomption

a) exporté pour être utilisé hors du Canada pour le transport au Canada par pipe-line de gaz commercialisable; ou

b) exporté du Canada par une personne pour le compte d'un distributeur, d'un courtier ou d'un producteur de gaz selon la définition de ces expressions au paragraphe 25.1(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*, à la suite d'un échange dudit gaz commercialisable acheminé par pipe-line contre du gaz naturel d'origine étrangère livré et consommé au Canada.

(6) Aucune somme ne peut être versée en vertu des paragraphes (2) ou (3) pour du gaz commercialisable acheminé par pipe-line ou pour des liquides extraits du gaz naturel si un

Restriction

or those liquids is paid or payable under the *Excise Tax Act*. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

versement en rapport avec l'exportation de ce gaz ou de ces liquides est versé ou payable en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

DIVISION II

CANADIAN OWNERSHIP ACCOUNT

Definition of
"account"

65.26 (1) In this section, "account" means the Canadian Ownership Account established under Energy, Mines and Resources Vote 5c of *Appropriation Act No. 4, 1980-81*.

Crediting of
account

(2) All amounts received in respect of a special charge imposed pursuant to section 65.21 or as a consequence of an increase of a rate of tax pursuant to section 65.22 or 65.23 less any payments made under subsection 65.25 (2) or (3) shall be credited to the account.

Account
charges

(3) In addition to the investments authorized to be charged to the account under the Vote referred to in subsection (1), there shall be charged to the account

- (a) the amounts required to be refunded or reimbursed to a person under Division I; and
- (b) subject to the approval by order of the Governor in Council and in accordance with such terms and conditions, if any, as he may, on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance prescribe, such amounts as are from time to time required by the Minister for investment in shares, debentures, bonds or other evidences of indebtedness of or for property acquisitions from any person in order to increase Canadian public ownership of the oil and gas industry in Canada and to repay loans or expenses incurred for that purpose.

Account
investments

(4) Notwithstanding anything in this or any other Act of Parliament, shares, debentures, bonds or other evidences of indebtedness issued pursuant to an investment referred to in paragraph (3)(b) shall be held in the name of the Minister to the credit of the account.

Report

(5) Within three months after the end of each fiscal year, the Minister shall cause to be prepared a report in respect of the operation of the account during that year and shall cause

SECTION II

COMPTE D'ACCROISSEMENT DU TAUX DE PROPRIÉTÉ CANADIENNE

Définition de
«compte»

65.26 (1) Au présent article, «compte» désigne le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne établi sous le régime du crédit 5c (Énergie, Mines et Ressources) de la *Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits*.

Crédits portés
au compte

(2) Les montants perçus à titre de redevance spéciale conformément à l'article 65.21 ou à la suite d'une majoration de la taxe visée aux articles 65.22 ou 65.23, déduction faite des paiements effectués conformément aux paragraphes 65.25(2) ou (3), sont crédités au compte.

Dépenses

(3) Outre les investissements visés au crédit mentionné au paragraphe (1), sont portées au débit du compte

- a) les sommes à rembourser ou à restituer en vertu de la Section I; et
- b) sous réserve de l'approbation donnée par décret du gouverneur en conseil et conformément aux conditions pouvant être prescrites sur la recommandation du Ministre et du ministre des Finances, les sommes que requiert le Ministre pour investissement dans des actions, débentures, obligations ou autres titres de créance d'une personne quelconque, ou pour l'acquisition de biens de celle-ci, en vue d'accroître la participation canadienne publique dans l'industrie du pétrole et du gaz au Canada ou en vue de rembourser les frais ou les emprunts faits à cette fin.

Investissements
portés au
compte

(4) Par dérogation à la présente loi et à toute autre loi du Parlement, les actions, débentures, obligations et autres titres de créance émis conformément à l'investissement visé à l'alinéa (3)b) sont détenus au nom du Ministre et portés au crédit du compte.

Rapport

(5) Dans les trois mois suivant la fin d'une année financière, le Ministre établit un rapport portant sur le fonctionnement du compte au cours de cette année. Le rapport terminé, le

the report to be laid before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament sits after the report has been prepared. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Tabling order

65.27 (1) An order of the Governor in Council under subsection 65.26(3) shall be laid before Parliament not later than the fifteenth sitting day of Parliament after it is made.

Coming into force of order

(2) An order referred to in subsection (1) shall come into force on the twentieth sitting day of Parliament after it has been laid before Parliament pursuant to that subsection unless, before that time,

(a) a motion for the consideration of the House of Commons to the effect that the order be confirmed, signed by a Minister of the Crown, is filed with the Speaker of the House of Commons; or

(b) if no motion has been filed under paragraph (a), a motion for the consideration of the House of Commons to the effect that the order be revoked signed by not less than thirty members of the House of Commons is filed with the Speaker of the House of Commons.

Consideration of motion by the House of Commons

(3) Where a motion for the consideration of the House of Commons is filed as provided in subsection (2), the House of Commons shall, not later than the sixth sitting day of Parliament following the filing of the motion, take up and consider the motion.

Time for disposition of motion

(4) A motion taken up and considered in accordance with subsection (3) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the House of Commons shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

If affirmative motion is not adopted by the House of Commons

65.271 If a motion described in paragraph 65.27(2)(a) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 65.27(3) but is not adopted by that House, the particular order to which the motion relates shall stand revoked. 1980-81-82, c. 114, s.¹39.

If negative motion is adopted by the House of Commons

65.272 If a motion described in paragraph 65.27(2)(b) is adopted by the House of Commons, the particular order to which the motion relates shall stand revoked. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

Ministre dispose d'un délai de quinze jours de séance de l'une ou l'autre chambre pour le déposer devant le Parlement. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

65.27 (1) Le décret du gouverneur en conseil pris en application du paragraphe 65.26(3) est déposé devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance suivant sa signature.

(2) Le décret déposé dans les conditions prévues au paragraphe (1) entre en vigueur le vingtième jour de séance suivant son dépôt, sauf si, avant ce jour, l'une des conditions suivantes se réalise :

a) une motion adressée à la Chambre des communes en vue de la ratification du décret et signée par un ministre de la Couronne est remise au président de cette chambre;

b) à défaut de remise d'une motion conformément à l'alinéa a), une motion adressée à la Chambre des communes en vue du rejet du décret et signée par au moins trente députés est remise au président de cette chambre.

Dépôt devant le Parlement

Entrée en vigueur

(3) La Chambre des communes saisie d'une motion visée au paragraphe (2) étudie celle-ci dans les six jours de séance suivant sa remise.

Étude de la motion par la Chambre des communes

(4) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (3) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président de la chambre met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Durée maximale du débat

65.271 Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification visée à l'alinéa 65.27(2)a) et étudiée conformément au paragraphe 65.27(3) mais non adoptée est annulé. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Non-adoption d'une motion de ratification

65.272 Le décret qui a fait l'objet d'une motion de rejet visée à l'alinéa 65.27(2)b) et adoptée est annulé. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Adoption d'une motion de rejet

If affirmative motion is adopted by the House of Commons

65.273 (1) If a motion described in paragraph 65.27(2)(a) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 65.27(3) and is adopted by that House, a message shall be sent from the House of Commons informing the Senate that the motion has been so adopted and requesting that the motion be concurred in by the Senate.

Consideration of motion by the Senate

(2) Where a request for concurrence in a motion is made to the Senate pursuant to subsection (1), the Senate shall, not later than the fifth sitting day of Parliament following the receipt by the Senate of the request, take up and consider the motion.

Time for disposition of motion

(3) A motion taken up and considered in accordance with subsection (2) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary to determine whether or not the motion in question is concurred in.

If motion is concurred in

(4) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is concurred in by the Senate, the particular order to which the motion relates comes into force immediately on the concurrence therein.

If motion is not concurred in

(5) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is not concurred in by the Senate, the particular order to which the motion relates shall stand revoked. 1980-81-82, c. 114, s. 39.

If negative motion is not adopted by the House of Commons

65.274 (1) If a motion described in paragraph 65.27(2)(b) is taken up and considered by the House of Commons in accordance with subsection 65.27(3) but is not adopted by that House, the particular order to which the motion relates shall come into force on the fifth sitting day of Parliament after the failure of the House of Commons to adopt the motion unless before that day a motion to the effect that the order be revoked, signed by not less than fifteen members of the Senate, is filed with the Speaker of the Senate.

Consideration of motion by the Senate

(2) Where a motion for the consideration of the Senate is filed as provided in subsection (1), the Senate shall, not later than the sixth sitting day of Parliament following the filing of the motion, take up and consider the motion.

65.273 (1) En cas d'adoption d'une motion de ratification visée à l'alinéa 65.27(2)a) et étudiée conformément au paragraphe 65.27(3), la Chambre des communes adresse un message au Sénat pour l'en informer et requérir son agrément.

Suite de l'adoption d'une motion de ratification

(2) Le Sénat étudie la motion déjà adoptée par la Chambre des communes dans les cinq jours de séance suivant la réception du message visé au paragraphe (1).

Étude au Sénat

(3) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président du Sénat met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de l'agrément.

Durée maximale du débat

(4) Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification étudiée et agréée par le Sénat conformément au paragraphe (2) entre en vigueur dès l'agrément.

Agrément

(5) Le décret qui a fait l'objet d'une motion de ratification étudiée par le Sénat conformément au paragraphe (2) mais non agréée est annulé. 1980-81-82, c. 114, art. 39.

Refus d'agrément

65.274 (1) En cas de non-adoption d'une motion de rejet visée à l'alinéa 65.27(2)b) et étudiée conformément au paragraphe 65.27(3), le décret qui a fait l'objet de la motion entre en vigueur le cinquième jour de séance suivant le défaut par la Chambre des communes d'adopter la motion sauf si, avant ce jour, une motion en vue du rejet du décret signée par au moins quinze sénateurs est remise au président du Sénat.

Suite de la non-adoption d'une motion de rejet

(2) Le Sénat saisi de la motion visée au paragraphe (1) étudie celle-ci dans les six jours de séance suivant sa remise.

Étude par le Sénat

Time for disposition of motion	(3) A motion taken up and considered in accordance with subsection (2) shall be debated without interruption for not more than three hours and, on the conclusion of such debate or at the expiration of the third such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposition of the motion.	(3) La motion mise à l'étude conformément au paragraphe (2) fait l'objet d'un débat ininterrompu, d'une durée maximale de trois heures; le débat terminé, le président du Sénat met immédiatement aux voix toute question nécessaire pour décider de la motion.	Durée maximale du débat
If motion adopted	(4) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is adopted by the Senate, the particular order to which the motion relates shall stand revoked.	(4) Le décret qui fait l'objet d'une motion étudiée conformément au paragraphe (2) et adoptée par le Sénat est annulé.	Adoption
If motion not adopted	(5) If a motion taken up and considered in accordance with subsection (2) is not adopted by the Senate, the particular order to which the motion relates comes into force immediately on the failure of the Senate to adopt the motion. 1980-81-82, c. 114, s. 39.	(5) Le décret qui fait l'objet d'une motion étudiée conformément au paragraphe (2) mais non adoptée par le Sénat entre en vigueur dès le défaut d'adoption. 1980-81-82, c. 114, art. 39.	Non-adoption
Revocation on prorogation or dissolution of Parliament	65.275 An order of the Governor in Council under subsection 6(1) that has been laid before Parliament but has not come into force shall stand revoked on the dissolution or prorogation of Parliament. 1980-81-82, c. 114, s. 39.	65.275 Un décret pris en vertu du paragraphe 6(1) et déposé devant le Parlement mais qui n'est pas en vigueur est annulé par la dissolution ou la prorogation du Parlement. 1980-81-82, c. 114, art. 39.	Annulation en cas de dissolution du Parlement
Definition of "sitting day of Parliament"	65.28 For the purposes of this Division, "sitting day of Parliament" means a day on which either House of Parliament sits. 1980-81-82, c. 114, s. 39.	65.28 Pour l'application de la présente section, tout jour ou l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance. 1980-81-82, c. 114, art. 39.	Définition de «jour de séance»

*PART III.3

SPECIAL COMPENSATION CHARGE

Interpretation

Definitions **65.29.** All words and expressions used in this Part have the same meanings as in Part III.1. 1980-81-82, c. 114, s. 40.

Special Compensation Charge Imposed

Imposition of charge **65.3.** (1) Effective March 3, 1981 and ending June 2, 1981 there shall be imposed, levied and collected on

(a) each cubic metre of domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and

(b) each cubic metre of foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for

*PARTIE III.3

REDEVANCE D'INDEMNITÉ SPÉCIALE

Définitions

Définitions **65.29** Les mots et les expressions utilisés dans la présente Partie ont le sens que leur donne la Partie III.1. 1980-81-82, c. 114, art. 40.

Imposition de la redevance d'indemnité spéciale

Imposition de la redevance **65.3** (1) Au cours de la période qui commence le 3 mars 1981 et se termine le 2 juin 1981, est imposée, levée et perçue,

a) sur chaque mètre cube de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et

b) sur chaque mètre cube de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au

processing, consumption, sale or other use in Canada,

during that period, a special compensation charge of four dollars and seventy-five cents per cubic metre.

Idem

(2) Effective June 3, 1981 and ending September 21, 1981 there shall be imposed, levied and collected on

(a) each cubic metre of domestic petroleum received for processing or consumption in Canada, and

(b) each cubic metre of foreign petroleum or petroleum product imported into Canada for processing, consumption, sale or other use in Canada,

during that period, a special compensation charge of eleven dollars and sixty-four cents per cubic metre.

Application of
certain
provisions

(3) Subsection 65.12(2) and sections 65.14 to 65.19 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a special compensation charge imposed under this Part. 1980-81-82, c. 114, s. 40.

*Note: Expired September 22, 1981. (1980-81-82, c. 114, s. 40(2))

Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,

une redevance d'indemnité spéciale de quatre dollars et soixante-quinze cents le mètre cube.

Idem

(2) Au cours de la période qui commence le 3 juin 1981 et se termine le 21 septembre 1981 est imposée, levée et perçue,

a) sur chaque mètre cube de pétrole domestique reçu en vue de le traiter ou de le consommer au Canada, et

b) sur chaque mètre cube de pétrole ou de produit pétrolier étrangers importé au Canada en vue de le traiter, de le consommer, de le vendre ou d'en faire un autre usage au Canada,

une redevance d'indemnité spéciale de onze dollars et soixante-quatre cents le mètre cube.

Application de
certaines
dispositions

(3) Le paragraphe 65.12(2) et les articles 65.14 à 65.19 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la redevance d'indemnité spéciale imposée en vertu de la présente Partie. 1980-81-82, c. 114, art. 40.

*Nota: Cessation d'effet le 22 septembre 1981 (1980-81-82, c. 114, par. 40(2))

PART IV COST COMPENSATION

Interpretation

Definitions

66. In this Part,

“Board” [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 41];

“prescribed”

“prescribed” means prescribed by regulations made under this Part. 1974-75-76, c. 47, s. 66; 1977-78, c. 24, s. 7; 1980-81-82, c. 114, s. 41.

67. to 70. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 42]

DIVISION I PETROLEUM COMPENSATION

Interpretation

Definitions

71. In this Division,

“compensation”

“compensation” means the amount that may be paid pursuant to this Division to a person in respect of a type of petroleum;

PARTIE IV

INDEMNITÉ COMPENSATRICE DU COÛT

Interprétation

Définitions

66. Dans la présente Partie,

«Office» [Abrogée, 1980-81-82, c. 114, art. 41];

«prescrit» signifie prescrit par les règlements établis en vertu de la présente Partie. 1974-75-76, c. 47, art. 66; 1977-78, c. 24, art. 7; 1980-81-82, c. 114, art. 41.

67. à 70. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 42]

Section I INDEMNITÉ PÉTROLIÈRE

Définitions

Définitions

71. Dans la présente Section,

«indemnité» désigne la somme qui peut être payée, en vertu de la présente Section, à une personne à l'égard d'une catégorie de pétrole;

«indemnité»

"petroleum"

"petroleum" means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas and includes any product designated as a petroleum product by regulations made under section 75. 1974-75-76, c. 47, s. 71; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

«pétrole» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le gaz et comprend en outre tout produit qualifié de produit pétrolier par les règlements pris en vertu de l'article 75. 1974-75-76, c. 47, art. 71; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

«pétrole»

Payment of Compensation

Compensation
on application

72. On application therefor to the Minister by a person who establishes that, pursuant to any regulations made under this Division, he qualifies for compensation in respect of a quantity of a prescribed quality or kind of petroleum, the Minister may authorize the payment to that person, on such terms and conditions as the Minister may in accordance with the regulations impose, of compensation in an amount determined by the Minister in accordance with the regulations. 1974-75-76, c. 47, s. 72; 1977-78, c. 24, s. 2; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

Versement de l'indemnité

72. Sur demande qui lui est présentée par une personne qui établit qu'elle remplit les conditions prévues aux règlements pris en vertu de la présente Section pour recevoir une indemnité à l'égard d'une quantité de pétrole d'une qualité ou variété prescrites par ces règlements, le Ministre peut, sous réserve des conditions qu'il peut imposer conformément aux règlements, autoriser le paiement à cette personne d'une indemnité dont il fixe le montant, conformément aux règlements. 1974-75-76, c. 47, art. 72; 1976-77, c. 28, art. 49; 1977-78, c. 24, art. 2; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

Demande
d'indemnité

Special
compensation
in hardship
cases

73. Where, on application for compensation made to the Minister by an applicant, it appears to the Minister that the strict application of this Division or the regulations thereunder will, in all the circumstances of the case, result in financial hardship to the applicant, the Minister may, subject to the regulations, authorize special compensation to be paid to that applicant toward the relief of all or part of that hardship, subject to any terms or conditions that the Minister may impose. 1974-75-76, c. 47, s. 73; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

73. Le Ministre peut, sous réserve des règlements, autoriser le versement d'une indemnité spéciale à un requérant qui, de l'avis du Ministre, se voit imposer une charge financière lourde par suite de l'application stricte de la présente Section et de ses règlements d'application; cette indemnité peut lui être versée en dédommagement total ou partiel et est assujettie aux conditions que le Ministre peut imposer. 1974-75-76, c. 47, art. 73; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

Versement
d'une indemnité
spéciale

Recovery

74. Where a person receives a payment under this Division as or on account of compensation to which he is not entitled or in an amount in excess of the amount to which he is entitled, or where a payment is made in circumstances in which a term or condition has been imposed under the regulations and such term or condition has not been met or has been contravened, the amount of the payment or excess, as the case may be, is a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such from the person in any court of competent jurisdiction or may be retained in whole or in part out of any amount payable to the person under this Act. 1974-75-76, c. 47, s. 74; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

74. Lorsqu'une personne reçoit en vertu de la présente Section une indemnité qui ne lui est pas due ou une indemnité supérieure à celle qui lui est due, ou lorsqu'une indemnité est versée sans qu'il ait été satisfait aux modalités fixées conformément aux règlements, le cas échéant, ou lorsqu'il y a eu infraction à ces modalités, l'indemnité ou l'excédent est une créance de Sa Majesté du chef du Canada et peuvent être recouvrés à ce titre devant tout tribunal compétent ou être retenus, en tout ou en partie, sur les montants qui sont dus à cette personne en vertu de la présente loi. 1974-75-76, c. 47, art. 74; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

Recouvrement

Regulations

75. The Governor in Council may make regulations

75. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements

Règlements

- (a) designating any product resulting from the processing or refining of hydrocarbons or coal as a petroleum product;
- (b) prescribing qualities or kinds of petroleum in respect of which compensation is payable including the source or method of extraction or processing of any such qualities or kinds, prescribing the matters to be taken into account in determining the compensation payable in respect of any such qualities or kinds and respecting the deductions and holdbacks to be made in connection with any payment of compensation;
- (c) prescribing the matters to be taken into account in determining whether a person qualifies for compensation under this Division;
- (d) prescribing the method of determining the quantity of any quality or kind of petroleum in respect of which compensation may be paid;
- (e) respecting the information to be submitted with applications for compensation or required for the purposes of such applications and respecting the keeping of any such information confidential;
- (f) prescribing the terms and conditions that shall be imposed or types of terms and conditions that may be imposed by the Minister on the payment of compensation to any person;
- (g) prescribing the types and forms of undertakings required to be given by recipients of compensation;
- (h) prescribing the types of deductions that may be made in computing the amount of compensation to be paid to a person, the circumstances in which such deductions shall be made and respecting the manner of effecting a reconciliation, set-off or recovery from the recipient of the compensation;
- (i) respecting the documentation to be retained by a recipient of compensation;
- (j) respecting the factors to be taken into account in determining the time of payment of any compensation; and
- (k) respecting such other matters or things as are necessary to carry out the provisions of this Division. 1974-75-76, c. 47, s. 75; 1977-78, c. 24, s. 4; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

- a) qualifiant de produit pétrolier tout produit obtenu du traitement ou du raffinage d'un hydrocarbure ou du charbon;
- b) prescrivant les qualités ou variétés de pétrole à l'égard desquelles une indemnité est payable, notamment la provenance ou le mode d'extraction ou de traitement dudit pétrole, ainsi que les facteurs à prendre en considération pour déterminer les indemnités à verser et les déductions et retenues à faire qui s'y rapportent;
- c) prescrivant les facteurs à prendre en considération pour déterminer si une personne a droit à une indemnité en vertu de la présente Section;
- d) prescrivant le mode de calcul de la quantité de pétrole ouvrant droit à indemnité;
- e) concernant les renseignements qui doivent accompagner les demandes d'indemnité ou qui peuvent être exigés pour celles-ci et la façon de protéger le caractère confidentiel de ces renseignements;
- f) prescrivant les conditions qui doivent être attachées ou les catégories de conditions que le Ministre peut attacher au versement d'une indemnité à une personne;
- g) prescrivant le genre et la forme des engagements que doivent prendre les bénéficiaires de l'indemnité;
- h) déterminant les catégories de déductions qui peuvent être effectuées dans le calcul du montant d'une indemnité, les circonstances dans lesquelles les déductions sont effectuées et la façon de procéder aux apurements, compensations ou recouvrements contre le bénéficiaire de l'indemnité;
- i) concernant les documents que doivent conserver les bénéficiaires d'une indemnité;
- j) prescrivant les facteurs à prendre en considération pour déterminer la date du paiement des indemnités; et
- k) pourvoir à la réalisation des dispositions de la présente Section. 1974-75-76, c. 47, art. 75; 1977-78, c. 24, art. 4; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

Agreement with
province

76. Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may enter into an agreement with the government of a province

76. Le Ministre peut, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement d'une province

Accords avec
les provinces

to pay to the province in accordance with the terms of the agreement, moneys to be used by the province to make payments in accordance with the terms of the agreement to persons in the province who are eligible to receive payments from the province in respect of qualities or kinds of petroleum, and in such case no compensation under this Division shall be paid to a person who is, under the agreement, eligible to receive a payment from the province in respect of those qualities or kinds of petroleum. 1974-75-76, c. 47, s. 76; 1977-78, c. 24, s. 4; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

Petroleum Compensation Accounting

Expenditures

77. (1) The Minister may make expenditures out of the Consolidated Revenue Fund for the payment of the following amounts:

- (a) the amounts required to be refunded or paid to a person under Part III.1 or III.3; and
- (b) the amounts payable pursuant to this Division as or on account of compensation or an agreement referred to in section 76.

Idem

(2) In addition to any amount appropriated by Parliament for any of the purposes mentioned in subsection (1), the Minister may spend, for the purposes mentioned in that subsection,

- (a) any amount received in respect of such portion of the oil export charge payable under Part I as may be designated by order of the Governor in Council to be for the purposes of paying compensation under this Part; and
- (b) any amount received in respect of any charge payable under Part III.1 or III.3.

Appropriation

(3) In addition to any amount appropriated by Parliament for the purposes mentioned in subsection (1), there is hereby appropriated for those purposes in respect of each fiscal year commencing with the fiscal year in which this section comes into force, the sum of five hundred million dollars.

Limit on expenditures

(4) The aggregate of expenditures made in any fiscal year under this section shall not exceed the aggregate of

- (a) amounts received in that fiscal year in respect of the portion of the oil export charge designated pursuant to paragraph (2)(a);

prévoyant la remise de fonds à celle-ci pour paiement, conformément aux termes de l'accord, à des personnes dans cette province qui sont admissibles à recevoir des indemnités relatives aux qualités ou variétés de pétrole. Aucune indemnité en vertu de la présente Section n'est payable à une personne qui est, aux termes de l'accord, admissible à recevoir un paiement de cette province pour ces qualités ou variétés de pétrole. 1974-75-76, c. 47, art. 76; 1977-78, c. 24, art. 4; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

Comptabilité

77. (1) Le Ministre peut payer sur le Fonds du revenu consolidé

Dépenses

- a) les sommes à rembourser ou à payer en vertu des Parties III.1 ou III.3; et
- b) les sommes payables à titre d'indemnités en vertu de la présente Section ou d'un accord visé à l'article 76.

(2) En sus des sommes affectées par le Parlement aux fins visées au paragraphe (1), le Ministre peut dépenser, en application dudit paragraphe,

Idem

- a) le montant reçu au titre de la fraction de la redevance d'exportation sur le pétrole exigible en vertu de la Partie I qu'un décret du gouverneur en conseil peut désigner comme étant destinée au paiement d'une indemnité conformément à la présente Partie; et
- b) le montant reçu au titre de toute redevance exigible en vertu des Parties III.1 ou III.3.

(3) En sus des sommes affectées par le Parlement aux fins visées au paragraphe (1), il est par les présentes approprié, pour ces fins, à l'égard de chaque année financière commençant avec l'année financière au cours de laquelle le présent article entre en vigueur, la somme de cinq cents millions de dollars.

Affectation de crédits

(4) Le total des dépenses effectuées au cours d'une année financière en application du présent article ne peut excéder le total des sommes suivantes:

Limitation des dépenses

- a) les sommes reçues au cours de l'année financière en question au titre de la fraction de la redevance d'exportation sur le pétrole mentionnée à l'alinéa (2)a);

(b) amounts received in that fiscal year in respect of any charge payable under Part III.1 or III.3;

(c) the sum referred to in subsection (3); and

(d) such additional amount, if any, as is appropriated by Parliament for any of the purposes mentioned in subsection (1) for that fiscal year.

b) les sommes reçues au cours de cette année financière à titre de redevances imposées en vertu des Parties III.1 ou III.3;

c) la somme visée au paragraphe (3); et

d) la somme additionnelle votée par le Parlement pour l'application du paragraphe (1) au cours de cette année financière.

Report

(5) Within three months after the end of each fiscal year, the Minister shall cause to be prepared a report in respect of that year of all revenues and expenditures referred to in this section and shall cause the report to be laid before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament sits after the report has been prepared. 1974-75-76, c. 47, s. 77; 1977-78, c. 24, s. 5; 1980-81-82, c. 114, s. 42.

78. and 79. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 42]

Rapport

(5) Dans les trois mois suivant la fin d'une année financière, le Ministre établit un rapport portant, pour cette année, sur les revenus et dépenses visés au présent article. Le rapport terminé, le Ministre dispose d'un délai de quinze jours de séance de l'une ou l'autre chambre pour le déposer devant le Parlement. 1974-75-76, c. 47, art. 77; 1977-78, c. 24, art. 5; 1980-81-82, c. 114, art. 42.

78. et 79. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 42]

DIVISION II

PETROLEUM SUPPLIES TRANSFER COMPENSATION

Interpretation

Definitions

80. In this Division,

"Board"

"Board" means the Minister or such agent of Her Majesty in right of Canada as may be designated by the Minister to be charged with the administration of the compensation program under this Division;

"petroleum"

"petroleum" means any hydrocarbon or mixture of hydrocarbons other than gas and includes any petroleum product;

"petroleum product"

"petroleum product" means a product that is designated as a petroleum product by regulations under section 87;

"supplier"

"supplier" means a person who deals in petroleum and pays the costs of transporting oil in bulk quantities. 1974-75-76, c. 47, s. 80; 1980-81-82, c. 114, s. 43.

Direction to Board

81. For the purpose of ensuring sufficient supplies of petroleum in all areas of Canada at price levels that are as uniform as practicable, the Governor in Council on the recommendation of the Minister may, by order, direct the Board to exercise its duties and powers under

SECTION II

INDEMNITÉS DE TRANSFERT DES RESSOURCES EN PÉTROLE

Interprétation

Définitions

80. Dans la présente Section,

«fournisseur» désigne le négociant en pétrole qui paie les frais de transport du pétrole en grandes quantités;

«Office» désigne le Ministre ou tout mandataire de Sa Majesté du chef du Canada que peut désigner le Ministre à titre de responsable de l'administration du programme d'indemnisation visé par la présente Section;

«pétrole» désigne tout hydrocarbure ou mélange d'hydrocarbures autre que le gaz et comprend en outre tout produit pétrolier;

«produit pétrolier» désigne tout produit qualifié de produit pétrolier par les règlements établis en vertu de l'article 87. 1974-75-76, c. 47, art. 80; 1980-81-82, c. 114, art. 43.

«fournisseur»

«Office»

«pétrole»

«produit pétrolier»

Ordre à l'Office

81. Aux fins d'assurer des réserves de pétrole suffisantes dans toutes les régions du Canada à des prix aussi uniformes que possible, le gouverneur en conseil peut par décret, sur la recommandation du Ministre, ordonner à l'Office d'exercer les pouvoirs et les fonctions

this Division to remove a shortage in the supply of any particular kind of petroleum in an area of Canada.

prévus par la présente Section pour corriger une pénurie locale d'une variété de pétrole.

Notice to
compensate

82. Where any particular kind of petroleum is in short supply in an area of Canada, the Board may give public notice in prescribed manner that it will recommend compensation under this Division to suppliers who deliver that kind of petroleum into that area within the period specified by the Board in its notice.

82. Lorsqu'il existe au Canada une pénurie locale d'une variété de pétrole, l'Office peut publier les avis réglementaires informant les fournisseurs qu'il recommandera le paiement des indemnités prévues par la présente Section à ceux qui livreront la variété de pétrole à la région concernée dans les délais que l'Office indique dans l'avis.

Avis d'indemnité

Authorizing
compensation

83. Upon application therefor to the Board by a supplier who establishes that he delivered into an area a quantity of the kind of petroleum that was in short supply in that area and that the petroleum was delivered into that area within the period specified by the Board, the Board may, subject to this Division and the regulations, authorize the payment to the supplier of compensation pursuant to this Division.

83. A la demande du fournisseur qui établit avoir livré dans le délai indiqué par l'Office la variété de pétrole à la région frappée par la pénurie, l'Office peut, sous réserve de la présente Section et des règlements, autoriser le paiement de l'indemnité prévue par la présente Section au fournisseur.

Autorisation de l'indemnité

Amount of
compensation

84. The amount of any compensation that may be authorized by the Board to be paid to a supplier shall be such amount, determined by the Board in accordance with the regulations, as would compensate the supplier for the transportation costs incurred by him in delivering petroleum to an area in Canada that exceed the usual costs, as determined by the Board in accordance with the regulations, of delivering petroleum into that area from the usual sources therefor.

84. L'Office calcule conformément aux règlements le montant de l'indemnité dont il autorise le paiement au fournisseur qui a livré une variété de pétrole à une région frappée par une pénurie de manière à l'indemniser des frais de transport qui dépassent ceux qu'il aurait normalement engagés, ainsi qu'en décide l'Office conformément aux règlements, pour livrer cette variété de pétrole à cette région à partir de ses sources d'approvisionnement normales.

Montant de l'indemnité

How payment
made

85. Where the Board authorizes the payment of compensation under this Division to a supplier, the amount so authorized shall be paid on the requisition of the Minister.

85. Les indemnités dont l'Office autorise le paiement à un fournisseur en vertu de la présente Section sont payées à la demande du Ministre.

Mode de paiement

Recovery

86. Where a person has received a payment under this Division as compensation to which he is not entitled or in an amount in excess of the amount to which he is entitled, the amount thereof or the excess amount, as the case may be, may be recovered from that person at any time as a debt due to Her Majesty in right of Canada or may be retained in whole or in part out of any subsequent compensation payable to that person under any provision of this Act.

86. Lorsqu'une personne reçoit en vertu de la présente Section une indemnité qui ne lui est pas due ou une indemnité supérieure à celle qui lui est due, l'indemnité ou l'excédent peuvent être recouvrés comme une créance de Sa Majesté du chef du Canada ou être retenus sur les indemnités qui deviennent ultérieurement dues à cette personne en vertu de la présente loi.

Recouvrement

Regulations

87. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the matters that are to be taken into account in considering whether a

87. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) établissant les critères sur lesquels est fondée l'admissibilité d'un fournisseur aux indemnités prévues par la présente Section;

Règlements

supplier qualifies for compensation under this Division;

(b) prescribing the manner in which the Board may give public notice under section 82;

(c) prescribing when an area of Canada is to be considered in short supply of any kind of petroleum;

(d) prescribing the manner in which transportation costs are to be determined for the purposes of this Part in respect of petroleum delivered to areas of Canada from other areas of Canada or from elsewhere and prescribing the manner of determining the usual costs of delivering similar amounts of petroleum thereto from usual sources of supply for that petroleum;

(e) respecting the determination of the amount of any compensation and the deductions and hold-backs to be made in connection therewith;

(f) respecting the information to be submitted with applications for compensation or to be required for purposes of such applications;

(g) designating as a petroleum product any substance resulting from the processing or refining of hydrocarbons or coal if such substance

(i) is asphalt or a lubricant, or

(ii) is a suitable source of energy by itself or when it is combined or used in association with something else; and

(h) generally, respecting any matter or thing necessary to effect the purposes of this Division. 1974-75-76, c. 47, s. 87; 1980-81-82, c. 114, s. 44.

Appropriation

88. The amounts required for the purpose of paying compensation under this Division in any fiscal year shall be paid out of moneys appropriated by Parliament.

b) prescrivant la façon dont l'Office doit donner les avis publics en vertu de l'article 82;

c) déterminant à quel moment il y a une pénurie locale d'une variété de pétrole;

d) prescrivant la façon de calculer, aux fins de la présente Partie, les frais de transport d'une variété de pétrole livrée à certaines régions du Canada à partir d'autres régions du Canada ou d'ailleurs ainsi que les frais de transport normalement engagés pour livrer des quantités semblables de cette variété de pétrole à cette région à partir des sources d'approvisionnement normales;

e) concernant la façon de déterminer le montant des indemnités et des sommes qui doivent être retenus sur celles-ci;

f) concernant les renseignements qui doivent accompagner les demandes d'indemnités ou qui sont requis aux fins de ces demandes;

g) qualifier de produit pétrolier toute substance obtenue par le traitement ou le raffinage d'hydrocarbures ou du charbon si cette substance est, selon le cas,

(i) de l'asphalte ou un lubrifiant,

(ii) une source adéquate d'énergie, seule ou unie ou utilisée avec une autre chose; et

h) d'une manière générale, prescrivant toute mesure nécessaire à l'application de la présente Section. 1974-75-76, c. 47, art. 87; 1980-81-82, c. 114, art. 44.

88. Les sommes nécessaires au paiement des indemnités prévues par la présente Section pendant une année fiscale sont tirées des crédits affectés à cette fin par le Parlement.

Affectation

PART V

GENERAL

Information

Returns of
information

89. (1) For the purposes of this Act, the Minister may,

(a) by notice in writing, require any person, and in the case of a corporation any officer thereof, to make to him, within a time stated

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Renseignements

89. (1) Aux fins de la présente loi, le Ministre peut,

a) par avis écrit, enjoindre à une personne et, dans le cas d'une corporation, à l'un de ses dirigeants, de lui faire, dans un délai

Comptes rendus

in the notice, a written return, under oath if so required by the notice, showing in detail such information with respect to the affairs of the person named in the notice as is by the notice required and as is relevant for the purposes of this Act;

(b) authorize any person designated to carry out investigations under this Act by the Minister to enter any premises in which that person has reason to believe that there may be evidence of a contravention of this Act, to examine anything on the premises and to examine and to copy or take away for further examination or copying any record, book, paper or other document found thereon that in his opinion may afford such evidence;

(c) direct any person designated to carry out investigations under this Act by the Minister to inspect any record, book, paper or other document taken away for further examination under paragraph (b); and

(d) have copies, pictures or other reproductions made of any record, book, paper or other document referred to in paragraph (c).

déterminé, un compte rendu écrit, sous serment si l'avis le prévoit, exposant en détail les renseignements relatifs aux affaires de la personne désignée dans l'avis que cet avis réclame et qui sont utiles aux fins de la présente Partie;

b) autoriser toute personne qu'il désigne pour mener des enquêtes en vertu de la présente loi à pénétrer dans les lieux où elle a des raisons de croire qu'il existe une preuve d'une infraction à la présente loi, à examiner tout ce qui se trouve dans ces lieux et à examiner et à reproduire ou à emporter en vue d'un examen ou d'une reproduction ultérieurs les documents trouvés dans ces lieux, notamment les écritures, les livres ou les papiers, qui, à son avis, peuvent étayer cette preuve;

c) ordonner à toute personne qu'il désigne pour mener des enquêtes en vertu de la présente Partie d'inspecter les écritures, livres, papiers ou autres documents emportés en vertu de l'alinéa b) en vue d'un examen ultérieur; et

d) faire reproduire en les copiant ou photographiant ou de toute autre manière les écritures, livres, papiers ou autres documents visés à l'alinéa c).

Return of
original or copy
of documents

(2) The original or a copy of any record, book, paper or other document taken away under paragraph (1)(b) shall be returned to the person from whose custody it was taken within twenty-one days after it was taken or within such longer period as is directed by a judge of a superior, county or district court for cause or agreed to by a person who is entitled to its return.

Renvoi de
l'original ou
d'une copie des
documents

Notice of
application for
extension of
time

(3) An application to a judge mentioned in subsection (2) for a direction under that subsection shall be made on notice to the person from whose custody the record, book, paper or other document was taken.

(2) L'original ou une copie des écritures, livres, papiers ou autres documents emportés en vertu de l'alinéa (1)b) sont renvoyés à la personne qui en avait la garde, dans les vingt et un jours ou dans le délai plus long que fixe un juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district s'il a des motifs de le faire, ou qu'accepte la personne qui a le droit de les récupérer.

(3) La demande de prolongation prévue au paragraphe (2) est faite après avis à la personne qui détenait les écritures, livres, papiers ou autres documents en cause.

Avis de
demande de
prolongation

Designation of
persons

(4) The Minister may designate any person to carry out investigations under this Act and shall furnish any person so designated with a certificate of his designation as such.

(4) Le Ministre peut désigner une personne pour mener des enquêtes en vertu de la présente Partie; il lui remet alors un certificat constatant cette désignation.

Désignation

Authority for
entry on
premises

90. (1) A person designated by the Minister to carry out investigations under this Act shall, before exercising the power conferred by paragraph 89(1)(b), produce to an occupant of the premises

90. (1) Quiconque est désigné par le Ministre pour mener des enquêtes en vertu de la présente Partie présente à l'occupant des lieux, avant d'exercer le pouvoir que lui confère l'alinéa 89(1)b),

Autorisation de
pénétrer

(a) his certificate of designation as such; and

a) son certificat de désignation; et

(b) a certificate from the Minister authorizing the exercise of such power.

b) un certificat du Ministre attestant qu'il est autorisé à exercer ce pouvoir.

Duty of persons
in control of
premises

(2) Every person who is in possession or control of any premises mentioned in paragraph 89(1)(b) shall, upon compliance with subsection (1) by a person designated by the Minister to carry out investigations under this Act, permit the person so designated to enter the premises, to examine anything on the premises and to copy or take away any record, book, paper or other document found thereon.

(2) Quiconque est en possession ou a la garde des lieux mentionnés à l'alinéa 89(1)b) doit, lorsque la personne désignée par le Ministre pour mener des enquêtes en vertu de la présente loi s'est conformée aux exigences du paragraphe (1), permettre à cette personne de pénétrer dans les lieux, d'examiner tout ce qui s'y trouve et de reproduire ou emporter les documents, notamment les écritures, livres ou papiers, qu'elle y a trouvés.

Devoirs des
personnes qui
ont la garde des
lieux

Application to
court

(3) Where a person acting under paragraph 89(1)(b) is refused admission or access to any premises or to anything thereon or where any such person has reasonable grounds to believe that such admission or access will be refused, a judge of a superior, county or district court, on *ex parte* application by that person, may by order direct a peace officer to take such steps as to the judge seem necessary to give that person such admission or access.

(3) Lorsqu'une personne agissant en vertu de l'alinéa 89(1)b) se voit refuser l'entrée dans des lieux ou l'accès à ce qui s'y trouve ou qu'elle a des motifs raisonnables de croire que cette entrée ou cet accès lui seront refusés, un juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district, peut, sur demande *ex parte* de cette personne, ordonner à un agent de la paix de prendre les mesures que le juge estime nécessaires pour lui permettre cette entrée ou cet accès.

Demande à la
cour

Grounds on
which judge
may act

(4) A judge mentioned in subsection (3) may act under that subsection where he is satisfied that there are reasonable grounds for entering the premises to which the application relates and that admission or access has been refused or that there are reasonable grounds for believing that admission or access will be refused, as the case may be.

(4) Le juge mentionné au paragraphe (3), peut intervenir en vertu de ce paragraphe lorsqu'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables d'entrer dans les locaux visés par la demande et que l'entrée ou l'accès a été ou sera vraisemblablement refusé.

Motifs
d'intervention
du juge

Copies of
documents

91. A document purporting to be certified by the Minister to be a copy of a record, book, paper or other document made pursuant to paragraph 89(1)(b) or (d) is admissible in evidence in any prosecution for an offence under this Act and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the contents thereof.

91. Un document présenté comme certifié par le Ministre comme étant une copie d'une écriture, d'un livre, d'un papier ou d'un autre document établie en vertu de l'alinéa 89(1)b) ou d) est admissible en preuve dans toute poursuite concernant une infraction à la présente Partie et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu.

Copies de
documents

Communication
of privileged
information

92. (1) Except as provided in this section, all information with respect to a person or business obtained by any person in the course of the administration of this Act is privileged and no person shall knowingly, except as provided in this Act, communicate or allow to be communicated to any person not legally entitled thereto any such information or allow any person not legally entitled thereto to inspect or have access to any such information.

92. (1) Sauf disposition contraire du présent article, tous les renseignements sur une personne ou une entreprise obtenus dans le cadre de l'application de la présente loi sont privilégiés et nul ne peut sciemment, sauf disposition contraire de la présente loi, les communiquer ou en permettre la communication à quiconque n'a pas légalement le droit de les examiner ou d'y avoir accès.

Renseigne-
ments jouissant
d'une immunité
de communi-
cation

Exception
where request
in writing

(2) Any information with respect to a person or business obtained by any person in the

(2) Les renseignements sur une personne ou une entreprise obtenus dans le cadre de l'appli-

Exception en
cas de requête
par écrit

course of the administration of this Act may, on request in writing to the Minister by or on behalf of the person to which it relates or by or on behalf of the person or group of persons carrying on the business to which it relates, be communicated to any person or authority named in the request on such terms and conditions and under such circumstances as are approved by the Minister.

Evidence and
production of
documents

(3) Notwithstanding any other Act or law, no person employed in the administration of this Act shall be required, in connection with any legal proceedings, to give evidence relating to any information that is privileged under subsection (1) or to produce any statement or other writing containing such information.

Application of
subsections (1)
and (3)

(4) Subsections (1) and (3) do not apply in respect of legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.

93. to 95. [Repealed, 1980-81-82, c. 114, s. 45]

cation de la présente loi peuvent, sur requête écrite adressée au Ministre par la personne qu'ils concernent ou en son nom ou par la personne ou le groupe de personnes exploitant l'entreprise qu'ils concernent ou en son nom, être communiqués à toute personne ou administration désignée dans la requête selon les modalités et dans les circonstances qu'approuve le Ministre.

Preuve et
production de
documents

(3) Par dérogation à toute autre loi ou règle de droit, quiconque est chargé de l'application de la présente loi n'est pas tenu, lors de poursuites judiciaires, de déposer au sujet des renseignements privilégiés visés au paragraphe (1) ni de produire un écrit, notamment une déclaration, contenant ces renseignements.

(4) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas aux procédures judiciaires portant sur l'application ou l'exécution de la présente loi.

Domaine
d'application
des paragraphes
(1) et (3)

93. à 95. [Abrogés, 1980-81-82, c. 114, art. 45]

